

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

180 est, rue Sainte-Catherine, Montréal
Téléphone : PLateau 8511*

Administrateur PIERRE ASSELIN
Secrétaire de la Rédaction LUCIEN PARIZEAU

On est prié d'envoyer toute correspondance à la
case 4018 de l'Hôtel des Postes en mentionnant
sur l'enveloppe la service (Rédaction ou Adminis-
tration) auquel on veut s'adresser.

L'ORDRE

Quotidien de culture française et de renaissance nationale

Directeur-fondateur : OLIVAR ASSELIN

Un ordre imparfait
vaut mieux que le désordre.

TARIF DES ABONNEMENTS

	1 an	6 mois	3 mois
En ville, par la poste	\$9.00	\$4.75	\$2.50
Canada (hors de Montréal), Royaume-Uni, France et	\$6.00	\$3.25	\$1.75
Espagne	\$6.50	\$3.50	\$1.85
Etats-Unis et Amérique du Sud	\$8.00	\$4.25	\$2.25

L'abonnement est payable d'avance par mandat-
poste ou chèque affranchi, accepté et payable au
pair à Montréal.

Première année — No 74

Le numéro: 5 sous

Montréal, mercredi 6 juin 1934

Une synthèse de l'oeuvre d'Einstein

« Comment je vois le monde » (1)

Peu de savants sont aussi universellement connus qu'Einstein. Sa théorie de la relativité absolue a eu d'autant plus de retentissement qu'elle était plus inaccessible. Jusqu'à ces dernières années pourtant, le grand public ne savait guère de lui — comme d'ailleurs de son système — que le nom. L'avènement de Hitler au pouvoir, sa persécution contre les juifs, ont cette fois attiré l'attention sur l'homme. En effet, comme Freud, Ludwig, Einstein est juif. Né en Suisse, il devint citoyen allemand lors de son entrée à l'Académie des Sciences de Prusse. L'attitude du gouvernement hitlérien le dégoûta. Il renonça à son titre de citoyen allemand et sortit avec éclat de l'Académie des Sciences de Prusse et de l'Académie Bavaroise des Sciences. Après le savant, l'homme entra dans l'histoire. Il y entra avec des idées qui peuvent être discutées, mais qui imposent le respect et l'attention. Flammarion a eu l'heureuse inspiration de réunir en un volume quelques-unes des meilleures pages d'Einstein, qu'il groupe sous les titres suivants: « Comment je vois le monde »; « Politique et pacifisme »; « Allemagne 1933 »; « Le judaïsme »; « Science ».

« A mon avis, écrit Einstein, il n'existe pas, au sens philosophique, une manière juive de concevoir le monde ». J'en suis moins certain que lui. Non pas que les idées qu'il professe soient exclusivement juives. Mais, connaissant sa nationalité, nous serions tout de même étonnés qu'il ne les partageât pas. Ces idées, il les expose sans étroitesse, sans intransigeance, mais avec un ardeur de conviction qui, elle aussi, est bien juive. « Le bien-être et le bonheur ne m'ont jamais paru comme le but absolu (j'appelle même cette base de la morale l'idéal des pourceux). Les idéals qui ont illuminé ma route et m'ont rempli sans cesse d'un vaillant courage ont été le bien, la beauté et la vérité » (p. 9).

Avec Pie XI — et à l'encontre de la conception fasciste et hitlérienne de l'Etat — il professe que « l'Etat est fait pour les hommes et non les hommes pour l'Etat » (p. 76). Certaine forme de nationalisme lui paraît constituer le plus grand danger pour le développement de la personnalité individuelle. C'est une des idées sur lesquelles il revient avec le plus d'insistance. « Une société saine est donc liée aussi bien à l'indépendance des individus qu'à leur liaison sociale intime » (p. 18). Mais, s'il admet ces deux rôles de l'Etat, il est évident toutefois qu'il attache plus d'importance au premier qu'au second. Il écrit: « Je suis un véritable cheval qui veut tirer seul; je ne me suis jamais donné de tout cœur ni à l'Etat, ni au sol natal, ni au cercle des amis, ni même à la famille des tout proches. » Pour ce savant, qui est en plus juif, le mot patrie, sans être vide de sens, est loin d'avoir toute la plénitude, toute la richesse qu'il a pour nous.

Il n'est donc pas étonnant qu'il soit l'un des apôtres les plus fougueux du pacifisme. Malgré cela — ou peut-être à cause de cela — il n'a que mépris pour la Société des Nations et sa Cour d'arbitrage. « Cette Société n'est pas autre chose qu'un local pour réunions et ce Tribunal n'a aucun moyen de faire exécuter sa décision. Ces institutions n'offrent à aucun état la sécurité au cas d'une attaque contre lui. Si vous ne perdez pas cela de vue, vous jugerez avec plus de douceur qu'on n'a coutume de le faire actuellement la manière de voir de la France, qui refuse de désarmer sans sécurité » (p. 78).

Il semble que son internationalisme devrait le prédisposer à voir avec résignation la disparition des juifs comme nation distincte. Beaucoup de ses coreligionnaires, en effet, voient dans cette assimilation la seule solution définitive à l'éternel problème juif. Einstein, au contraire, souhaite que les juifs reprennent conscience de leur existence en tant que nationalité. « Nous devons apprendre de nouveau à reconnaître de bon cœur nos ancêtres et notre histoire et entendre encore, comme peuple, les missions de civilisation propres à renforcer notre sentiment de communauté ».

On peut tout appréhender des nouveaux projets de lois d'impôts sur les hypothèques. Cette brutale intrusion du pouvoir central dans l'économie de notre droit privé accentuera encore le malaise général. A notre époque, des Etats dans le genre du nôtre semblent prendre plaisir à pénaliser la production des richesses à son point de départ. Les statisticiens en mal de courbes ascendantes et descendantes devraient s'employer à nous donner des statistiques de l'accroissement continu des impôts et de la progression parallèle des symptômes de la crise. Nous verrions plus clair dans les causes du présent malaise. L'Etat factotum, assureur universel, aspirant-distributeur unique de tous nos biens entre les pres-

Il ne suffit pas qu'à titre individuel nous participions au développement de l'humanité dans le domaine de la civilisation; il faut aussi nous attaquer à des missions de cette nature que seuls les ensembles sociaux peuvent résoudre » (p. 135). Il voit dans le retour des juifs en Palestine le moyen de redonner à ses coreligionnaires conscience de leur existence comme peuple. Il est donc un ardent sioniste.

Les plus belles pages de l'ouvrage sont celles que l'on a groupées sous ce titre: « Science ». Je me bornerai à citer ces quelques lignes sur l'idéal du savant: « L'homme cherche, d'une manière qui lui soit adéquate, à se façonner une image du monde, claire et simple, et à triompher ainsi du monde de l'existence en s'efforçant de le remplacer, dans une certaine mesure, par cette image. C'est ainsi qu'agissent, chacun à sa manière, le peintre, le poète, le philosophe spéculatif, le naturaliste. De cette image et de sa conformation, il fait le centre de gravité de sa vie sentimentale en vue d'y chercher le calme et la solidité qui lui échappent dans le cercle trop étroit de son existence personnelle et tourbillonnante » (p. 153). C'est ainsi qu'en passant par Schopenhauer il rejoint à travers les âges cet autre juif persécuté: Spinoza.

Bien qu'il prétende compter « parmi les hommes les plus profondément religieux » de son temps, Einstein est un agnostique. Sa religion, qui se confond avec son culte pour la science, se base sur un vague panthéisme. Ce qu'il en dit d'ailleurs est bien peu de chose quant à l'étendue et quant à l'intérêt. Ses préoccupations ne semblent pas l'avoir beaucoup attiré de ce côté.

Ces pages nous révèlent, chez Einstein, un savant doublé d'un penseur. On pourra discuter ses idées; je ne crois pas qu'elles puissent nous laisser indifférents.

M. Coelias FOREST, O. P.

L'illusion statistique

Les indices économiques ont certainement une grande utilité. Mais peut-on croire qu'ils représentent le mouvement réel des affaires dans un pays? Toute une école d'économistes frémirait d'aise quand la bourse des prix est ascendante. Le pauvre consommateur ne pense certes pas la même chose et il n'a pas toujours tort.

Plusieurs financiers entonnent ces jours-ci un refrain d'allégresse. Tous chantent à l'unisson parce que les statistiques indiquent une reprise des affaires. Quelle est la nature de cette entreprise? Elle est, avant tout, saisonnière. Le volume des échanges grossit toujours au printemps et à l'été, surtout dans un pays comme le nôtre. Cette année, le froid persistant fit qu'un grand nombre de produits n'ont pas accusé de reprise appréciable. Les industries du vêtement, de la chaussure, des articles de sport travaillent à grand rendement.

Et l'agriculture? On ne parle pas beaucoup de reprise dans ce domaine de la richesse nationale. Il faut aller sur place pour voir dans quel état elle se trouve. Une petite enquête à la campagne nous renseigne mieux que tous les in-folio de statistiques savantes. Nos terres sont grevées d'hypothèques. Les ventes par autorité de justice, malgré la loi du moratoire, se multiplient à un rythme inquiétant. Il y a là concentration, comme ailleurs. Le poids des impôts s'alourdit chaque jour; n'est-il pas naturel que le pouvoir d'achat des consommateurs ruraux diminue d'autant?

On peut tout appréhender des nouveaux projets de lois d'impôts sur les hypothèques. Cette brutale intrusion du pouvoir central dans l'économie de notre droit privé accentuera encore le malaise général. A notre époque, des Etats dans le genre du nôtre semblent prendre plaisir à pénaliser la production des richesses à son point de départ. Les statisticiens en mal de courbes ascendantes et descendantes devraient s'employer à nous donner des statistiques de l'accroissement continu des impôts et de la progression parallèle des symptômes de la crise. Nous verrions plus clair dans les causes du présent malaise. L'Etat factotum, assureur universel, aspirant-distributeur unique de tous nos biens entre les pres-

UN TAUDIS!



— Les propriétaires, y s'ambitionnent si tu les laisses faire!... Tiens, l'année dernière, je m'loue un logement... Ça faisait pas trois mois que j'étais installé, qu'est-ce que j'aperçois?... Y avait même pas de salle de bain!

CECI, CELA ET AUTRE CHOSE

La question des Détroits.

Le gouvernement turc aurait l'intention de demander aux signataires du traité de Lausanne l'autorisation de fortifier de nouveau les Dardanelles en raison de la menace italienne dans le Proche-Orient. A l'heure actuelle, il n'existe plus de défenses capables d'empêcher une flotte de descendre à Constantinople et, quoique la capitale ait été transférée à Ankara, l'occupation de la métropole aurait une importance stratégique de première importance. Il est probable que la France et l'Angleterre s'opposent à la fortification de la fameuse zone des Détroits, mais il reste à savoir si le Ghazi Mustapha Kémal ne passera pas outre, même au risque de se faire exclure de la Société des Nations.

On croyait la question des Détroits définitivement enterrée, mais peut-être les menaces italiennes en Dodécannèse vont-elles la faire renaître pour le plus grand malheur d'une Europe qui a tant de questions épineuses à régler. — A. R. B.

Savez-vous que les empaquetages de la cigarette DUCHESSE sont imprimés dans les deux langues? Initiative louable de L. O. GROTHE, maison canadienne et indépendante. Supérieure par sa qualité, la cigarette DUCHESSE satisfait les goûts les plus délicats; un essai vous convaincra. (r-c)

Celui qui a dû sourire...

Il existe en Extrême-Orient une presse de langue anglaise fort bien rédigée et dont les rédacteurs ont l'expérience du métier et connaissent parfaitement la situation du pays. Il existe pourtant ce que l'on appelle le « journal-moustique » et quelques autres feuilles où se réfugient les bobards que les rédactions sérieuses envoient au panier. THE CHINA WEEKLY REVIEW appartient à la catégorie des journaux sérieux, mais comme il est inféodé à certains intérêts américains ultra-sinophiles, il lui arrive d'être obligé de faire des commentaires dont il se dispenserait volontiers si c'était possible. On n'a pas besoin d'avoir été dix ans journaliste en Chine pour savoir l'étendue réelle du pouvoir du gouvernement de Nankin, ni pour connaître ce qui se cache derrière « la face » dans les milieux nationalistes. Ce n'est certainement pas dans ce pays que les journalistes sérieux prennent au pied de la lettre les discours des politiciens ou des généraux, ni les ordonnances gouvernementales. On sait vite se faire une cuirasse de scepticisme à Changhaï, à Nankin et ailleurs.

Aussi peut-on deviner le sourire du rédacteur chargé d'applaudir à la guerre entreprise par Chang Kai-Chek contre l'usage de l'opium. Quand on connaît les us et coutumes des dirigeants célestes, quand on sait que leurs anonymes que nous serons devenus après quelques autres doses massives de socialisation, nous a conduits aux limites de l'absurdité politico-économique. Ce ne seront certainement pas des statisticiens qui nous apporteront des lumières pour comprendre le monde étranger dans lequel nous vivons. Fini le règne des experts de tout calibre. Notre pays a surtout besoin d'hommes politiques libérés du souci d'une économie scientifique irréaliste et, surtout, des mesquines préoccupations électorales.

Jean-Marie NADEAU

Chan Kai-Chek est un fumeur d'opium, quand on se rappelle que la drogue fournit des revenus considérables aux gouvernements chinois et surtout quand on sait que chez les Chinks tout est matière à commerce, même les cadavres, on applaudit un peu moins fort. L'attaque dirigée contre l'opium, mais cela signifie simplement la création d'un monopole exclusif, au profit du gouvernement!

Ce qui sera très lucratif pour Chang Kai-Chek et consorts. Mais les incurables Bobbies qui liront l'article du CHINA WEEKLY REVIEW ne manqueront pas d'applaudir au geste de Nankin. — A. R. B.

Visiter un musée c'est s'instruire en s'amusant. Le Musée Commercial et Industriel de Montréal, 640 est, rue LaGauchetière, possède plus de 20,000 échantillons de produits bruts et manufacturés de toutes les parties du monde. Ouvert au public tous les jours de 9 h. à midi de 2 h. à 5 h.; les dimanches et jours de fête, de 2 h. à 5 h. Entrée libre. (r-c)

De l'Okhrana au Guépéou.

On peut détruire bien des choses, des bonnes et des mauvaises, dans une révolution, mais non pas la police, qui paraît immuable. Il n'y a que des méthodes qui changent et quelques-unes des méthodes décriées qu'elle employait. A part cela, la tradition reste, les buts demeurent. On n'a pas besoin d'être cynique pour se rendre compte qu'aucun gouvernement ne peut vivre sans police, et la France peut rebaptiser sa S.G. du nom de Sûreté Nationale sans que cela change un iota au fonctionnement de ce grand corps.

Au temps des tsars, la vraie police, la police politique, s'appelait l'Okhrana. Sa puissance était illimitée; elle savait en user et surtout en abuser. Sa défection a, plus que toute autre chose, contribué à la chute du régime impérial. Les bolcheviks remplacèrent l'Okhrana par la Tcheka qui continua, selon la tradition, à servir les puissants du jour. Quand cette organisation devint trop puissante, elle fut transformée en Guépéou; mais ce corps de janissaires modernes devenant encombrant, les maîtres des Soviets viennent de « supprimer » son chef, Menjinsky, comme ils avaient « supprimé » le trop fameux Dzerjinsky, de sinistre mémoire.

Les loups se dévorent entre eux, mais la police demeure. Il n'y aura pas moins d'assassinats politiques pour cela en Russie. — A. R. B.

À lire

En 2e page :

REVUE DE LA PRESSE, par Georges Langlois.
DANGERSEUSES ILLUSIONS, par Jean-Marie Nadeau.
AUTOUR D'UN MATCH DE LUTTE, par Jean-Robert Bonnier.

En 3e page :

LA PENSÉE ÉTRANGÈRE.

En 4e page :

LE CINÉMA, par Pierre Boucher.
ÉCHOS DE MUSIQUE ET DE THÉÂTRE, par Georges Langlois.

Empêché par la fatigue résultant d'un assez long voyage, M. Asselin ne reprendra sa collaboration que demain.

La loi des Mèdes et des Perses

Il n'y a pas d'exemple qu'une révolution ait réussi sans avoir été accompagnée d'un dénivellement social profond, dont les hautes classes sont les premières victimes, puis les auteurs du mouvement, puis enfin les modérés. Il existe pour toute révolution une loi, qui ne change pas de forme au cours des siècles, car la psychologie des foules ne change pas. Une révolution est une explosion de l'opinion publique, et cette opinion pèse d'un poids immense sur la politique des dirigeants. On pourrait même dire, en frisant le paradoxe, que l'opinion publique n'existe réellement qu'à ces moments-là, puisqu'elle cesse d'accepter un certain ordre de choses et qu'elle le renverse brutalement. Entre temps, il n'y a qu'une opinion passive, qu'il est inutile d'analyser ici.

C'est ainsi que toutes les révolutions se ressemblent, des jacqueries françaises et étrangères jusqu'à la révolution de 89, jusqu'à celles de la Russie et de la Turquie et celle, plus récente, de l'Allemagne. Dans chacune, les classes dirigeantes ont été exterminées, puis les chefs du mouvement ont été eux-mêmes victimes de leurs excès. Leurs successeurs, n'ayant plus rien à détruire, ont détruit les partis modérés.

La Révolution française détruisit l'expression concrète de l'ancien régime en guillotinant les nobles et le clergé, puis la Montagne supprima le Marais dans le sang, pour disparaître à son tour, tandis que les successeurs des « grands ancêtres » donnaient le coup de mort aux anciennes institutions et aux anciennes classes par une législation impitoyable. Tout s'était passé selon la norme des révolutions. Il en a été de même en Russie, où le peuple pendant quelques heures eut une opinion et où les classes dirigeantes s'effondrèrent dans le sang. La

encore, les hommes qui firent la révolution furent balayés par d'autres, et quand la noblesse fut décimée, ce furent les modérés, les bourgeois qui eurent leur tour. Les révolutionnaires extrémistes détruisent leurs anciens alliés avec peut-être encore plus de férocité que les nobles.

En Turquie, les Jeunes-Turcs qui firent la première révolution contre Abd-ul-Hamid, ne tardèrent pas à être victimes du kémalisme qui n'a été qu'une suite. La révolution s'est faite par étapes et rien ne dit que Kémal ne tombera pas sous la balle des assassins comme cela s'est vu pour un émir d'Afghanistan trop moderniste. La révolution turque n'est pas terminée.

Si les nationalistes allemands avaient été plus doués du sens politique, ils se seraient tous joints, depuis longtemps, aux extrémistes à chemises brunes. Ils auraient peut-être évité le sort qui les attend dans le IIIe Reich. Les nazis ont détruit la république, ils ont détruit les juifs, ils ont détruit les communistes, les socialistes et les libéraux. Ils sont en train de détruire le clergé et s'attaquent maintenant à leurs anciens alliés, Casques d'Acier et hoberaux. Le chef du bureau de la presse, Gustave Staebé, a fait récemment un discours virulent contre les gens de droite, maintenant qu'il n'y a plus de gens de gauche dans le IIIe Reich. Le ton du discours était menaçant et l'on peut prévoir que les jacobins de la révolution allemande n'ont pas dit leur dernier mot.

Mais lorsque la révolution totale sera enfin accomplie, contre qui se tourneront donc les hitlériens? Contre l'étranger probablement, à moins qu'une forte coalition ne les rejette dans les problèmes intérieurs et ne les oblige à se dévorer eux-mêmes, ce qui terminera ainsi le cycle normal du mouvement néo-germanique au XXe siècle.

André BOWMAN

Les travaux publics et le chômage

Par DOLLARD DANSEREAU

Le gouvernement fédéral se propose d'abandonner la politique du « dole ». On annonce à grand renfort de publicité un programme de travaux publics au coût de cinquante millions. Quelle sera la contribution des provinces et des municipalités à cette entreprise? Nous l'ignorons. En marge d'un article paru dans le TEMPS de Paris, nous rappelons quelques directions utiles à l'élaboration de tout programme de cette nature.

Le bâtiment a toujours été considéré comme l'industrie régulatrice par excellence, l'industrie-clef. On estime qu'une journée d'un salarié de la construction nécessite en moyenne une journée de travail qui se répartit entre les industries les plus diverses: extraction, métallurgie, mécanique, quincaillerie, bois, transports, etc. La production tribunaire de fournisseurs si variés à l'avantage de stimuler aussitôt de nombreuses activités: créations d'établissements nouveaux, mutations immobilières, qui se traduisent par des rentrées d'impôts immédiates. Si l'on tient compte à la fois de la résorption du chômage et de l'augmentation des recettes fiscales, l'intérêt apparaît évident de remplacer des allocations stériles par des travaux productifs et d'accroître l'outil national moyennant un minime surcroît de dépenses: la collectivité y trouve son compte aussi bien que les salariés.

Il ne faut pas oublier cependant que les travaux publics ne sont pas un prétexte, mais une fin: ils doivent être légitimés par un accroissement de la richesse du pays, ils doivent à ce titre se rattacher à un plan d'ensemble dont les parties sont étroitement coordonnées, et que des considérations secondaires ne sauraient sensiblement modifier. Toutefois, si tous les travaux doivent être productifs et si, à ce titre, ils doivent théoriquement être entrepris en suivant leur ordre d'utilité en commençant par ceux qui sont le plus productifs, on peut admettre, à titre exceptionnel, en temps de crise que cet ordre ne soit pas rigoureusement suivi. Parfois les travaux devront, autant que possible, être localisés dans les régions les plus atteintes par le chômage. On peut, en quelque sorte, distinguer entre le programme de travaux publics normal, qui poursuit le développement harmonieux du pays et exclut toute considération secondaire, et le programme occasionnel, le programme de temps de crise, qui peut arriver à donner à des considérations secondaires une importance presque prépondérante. La lutte contre le chômage peut devenir la préoccupation la plus urgente dans le choix des entreprises publiques.

« Si la lutte contre le chômage », dit le TEMPS, « doit actuellement dominer l'ordre

d'exécution des différents projets, il paraît plus difficile de souscrire à une singulière théorie qui vient de faire son apparition dans la doctrine des grands travaux. C'est la théorie de la suppression de l'outil. Elle peut se résumer ainsi: Les sommes consacrées aux grands travaux doivent être réservées aux salaires directs, et pour cela il faut éliminer la machine et obliger par les cahiers de charges les entrepreneurs à n'employer qu'un matériel réduit, et à faire travailler les ouvriers comme au bon vieux temps avec la pelle, la pioche et la brouette. (...) La formule: tout pour les salaires directs des ouvriers de l'entreprise, si l'on envisage toutes les conséquences, conduirait à dire: tout pour les manoeuvres, rien pour les ouvriers spécialisés et les fournisseurs. Ses partisans n'oublient qu'une chose: c'est que les fournisseurs et les auxiliaires des entreprises ont droit eux aussi au travail. Et si l'on prétendait les éliminer et ne pas leur donner une part de ce regain d'activité suscité par le nouveau programme, que deviendrait le principal argument en faveur des grands travaux, l'argument de l'industrie-clef, d'après lequel elle doit être favorisée parce que sa prospérité intéresse toutes les autres industries? * * *

Avant d'instaurer le régime du « dole », nos gouvernements ont vainement tenté d'enrayer le chômage au moyen de travaux publics. La plupart des erreurs signalées dans l'article du TEMPS furent commises, et d'autres encore.

Le gouvernement Bennett abandonna aux municipalités le choix et la direction de la plupart des entreprises publiques dites « travaux de chômage ». Il se contentait de contribuer au coût de ces travaux. Les municipalités connaissent assurément mieux les besoins de leurs ressortissants que le gouvernement d'Ottawa. Mais quelle espèce de coordination pouvait exister entre tous ces travaux? Dans quelles conditions étaient-ils exécutés? Les conseillers ruraux firent creuser des fossés, déplacer des poteaux, râcler des chemins; seuls des parents et des amis furent employés à ces travaux urgents. Les grandes villes ont mieux utilisé, en général, l'argent versé par le gouvernement fédéral. Aujourd'hui, il semble que M. Bennett, instruit par l'expérience, va procéder autrement. D'aucuns diront peut-être qu'il y a quatre ans il récompensait ses amis de l'avoir porté au pouvoir; que maintenant, il cherche à s'en créer de nouveaux en distribuant lui-même les contrats du gouvernement. Nous voulons croire que le premier-ministre veut assurer l'emploi ju-

(1) Un volume chez E. Flammarion, Paris.

décieux des millions versés par le gouvernement d'Ottawa.

On voulait avant tout enrayer le chômage : il aurait fallu entreprendre les travaux publics surtout dans les villes où le nombre des chômeurs était le plus élevé. Le gouvernement Bennett, crainte de mécontentement des électeurs, répartit à peu près également les fonds de chômage entre les diverses provinces, alors que la population des provinces industrielles était surchargée de sans-travail. Pour bénéficier des largesses du gouvernement central, les municipalités devaient aussi contribuer au coût des travaux exécutés sur leur territoire. Les villes pauvres, où le nombre des chômeurs était souvent très élevé, furent ruinées. Bientôt elles ne purent couvrir l'allocation offerte par Ottawa, et les travaux publics furent peu à peu abandonnés. Les villes relativement prospères et les grands centres ont tiré parti de l'aubaine, parce que seuls ils pouvaient payer leur contribution.

Dans certaines villes, particulièrement à Montréal, la lutte contre le machinisme a été très vive. Encore aujourd'hui, la Ville n'emploie point son outillage perfectionné dans l'exécution des travaux. Il y a deux ans, à coups de milliers de dollars, une centaine de manoeuvres furent employés pendant plusieurs semaines à casser de la pierre, comme des forçats : une tonne de dynamite aurait aplani en une semaine les terrains du boulevard Saint-Joseph, dans le secteur est de la rue Papineau, et quelques ouvriers auraient suffi à la besogne, outre les camionneurs. Cette politique ridicule fut dénoncée à plusieurs reprises par des hommes éclairés ; nos conseillers municipaux, toujours à la remorque des g... de faubourg, ont passé outre.

La Constitution, il faut toujours en venir là, rend difficile la répartition du coût des travaux publics extraordinaires. Le gouvernement fédéral, le grand dispensateur des richesses nationales, ne connaît pas les besoins de chaque région du pays. Il doit encore tenir compte de l'opinion publique. Or chacune des provinces cherche avec raison à tirer le plus d'argent possible du gouvernement central. Celui-ci n'est pas toujours libre alors, sans faire fi du corps électoral (chose impossible en démocratie), de distribuer les fonds de chômage où il les croit nécessaires. La Confédération est fondée sur la lutte entre les provinces et le gouvernement central, pourrait-on dire : M. Bennett ne fut pas entièrement responsable de la mauvaise répartition des fonds de chômage. L'usage de diviser également entre Ottawa, les gouvernements provinciaux, et les municipalités les frais extraordinaires n'est pas juste, car ces différents corps publics ne reçoivent pas une même part des taxes et impôts prélevés au Canada.

Le «dole» est une source de malheurs sociaux, économiques et politiques inestimables. Le plus tôt il sera aboli, le mieux ce sera pour le pays. Cependant, il serait peu sage de supprimer, du jour au lendemain, les allocations de chômage. Le nombre des sans-travail est incalculable, au Canada. Ils sont, toutes proportions gardées, plus nombreux qu'en France ou, peut-être, qu'en Angleterre. Il est certain que des travaux publics, entrepris et exécutés dans les meilleures conditions possibles, réduiraient le nombre des assistés. Serait-il tous employés, soit par l'Etat, soit par les fournisseurs de l'Etat ? C'est peu probable. C'est chose pratiquement impossible, d'ailleurs, que des travaux publics soient exécutés dans les meilleures conditions possibles pour enrayer le chômage. Nos gouvernants, armés de leur empirisme de britanniques satisfaits, ont démontré leur impuissance à résoudre ces problèmes, il y a quatre ans. Que nous réservent-ils aujourd'hui ?

Le gouvernement fédéral élabore un programme de travaux publics à la veille des élections : c'est classique. Il y emploiera cinquante millions. Il ne faut pas que se renouvellent les expériences passées. Nos gouvernements provinciaux et municipaux

Autour d'un match de lutte

Notre compte-rendu de mercredi dernier n'a pas eu l'heur de plaire à certains lecteurs qui avaient assisté à la furieuse et sauvage rencontre du lundi précédent. On est tellement habitué ici à la critique laudative que dès que quelqu'un signale avec franchise à autrui certaines fautes imparadonnables, on le tient pour un grincheux. L'espace dans l'ORDRE est trop restreint pour emboucher sans cesse l'olfant à louer à tort et à travers. Nous sommes fermement décidé à récider et à distribuer le blâme plutôt que l'éloge. De cette façon, notre critique, que nous voulons toujours sensée et justifiée, contribuera pour sa modeste part à stigmatiser la jobarderie. Nous n'abandonnerons cette ligne de conduite que le jour où tout marchera comme sur des roulettes dans notre monde sportif. C'est dire que nos cheuvs auront blanchi... ou seront tombés.

Quand nous indiquons chez un lutteur comme Robert, par exemple, certains travers à corriger, c'est que l'individu en vaut la peine. Les nullités, nous les passons simplement sous silence. Au monsieur qui nous téléphonait l'autre jour sans pouvoir nous attendre, nous aurions répondu volontiers par le vieux proverbe : « Qui aime bien, châtie bien. » Nul n'est plus désireux que nous de voir briller les nôtres dans tous les domaines du sport. De là, notre sévérité à leur égard. Quelqu'un a dit : « La sévérité envers ses grands hommes est la marque des peuples forts. » A condition que cela ne dégénère pas en diffamation.

Sur l'incident Lewis-Deglane, on s'est demandé pourquoi Deglane ne ripostait pas sur-le-champ en laissant passer entre ses dents serrées : « A cochon, cochon et demi. » La parade que Lewis usa à son égard paralyse littéralement celui qui en est la victime. Celui-ci n'avait donc qu'à persister dans cette stratégie pour mettre Deglane complètement à sa merci. Deglane, on ne le répétera jamais trop, lutte avec beaucoup de panache, mais sans aucune prudence. Qu'il fasse comme ses camarades qui cherchent instinctivement les cordages lorsque l'adversaire leur chauffe les oreilles, ou qui se servent du coup de ponce au bon endroit lorsque la résistance devient laborieuse. Ces tactiques ne sont guère populaires, mais elles permettent à un lutteur de sortir des mauvais pas. Autrement on s'épuise rapidement à vouloir se dégager en beauté. Qu'il se pénètre bien de ceci que la ruse est indispensable pour s'imposer et réussir. Il est jeune et peut encore changer de tactique. Pour ne pas déplaire à la foule, il devient une proie facile pour ces lutteurs faisant flèche de tout bois. Les meilleurs lutteurs sont toujours hués par l'auditoire à cause de cette conduite. La fin seule les intéresse. Le reste est pour eux bouillie pour les chats. Ces « mauvais » conseils de notre part, il devrait en faire son profit en inspirant à l'avenir cette crainte salutaire dans l'arène qui est toujours le commencement de la sagesse. Il faut se faire respecter ou s'attendre à être pitié sans pitié. Les sports opèrent une sélection impitoyable et rejettent les pusillanimes.

Des interlocuteurs de bonne foi se diront alors : « Mais pourquoi ne pas entreprendront leurs propres travaux de chômage, si ça leur chante. Ceux qui préparent le programme Bennett consulteront-ils les économistes européens, et la politique suivie dans les autres pays à cet égard, ou se confieront-ils encore en leur empirisme ? Nous le saurons bientôt. »

DOLLARD DANSEREAU

avoir des règlements sévères, bannissant sans pitié toute forme de brutalité ou de ruse. Facile à dire, mais très difficile dans la pratique. La foule elle-même réclame de l'action, toujours de l'action. Quand, par exception, un vrai match a lieu, le poulailler et tous les gogos de crier que c'est du chiqué. Les promoteurs n'ont donc d'autre ressource que de donner au public ce qu'il réclame. Les promoteurs ne font pas ce métier par simple altruisme. Faiblesse bien humaine, la recette détezanine toute leur politique.

Une dernière carte nous reste : la commission athlétique. Si la connaissance de ces messieurs égale celle d'un de leurs confrères qui ignorait ce qu'était un juge en boxe, il y a lieu de désespérer malgré toute leur bonne volonté. Ces réformes essentielles ne verront pas le jour de sitôt. Du reste, à régler sans mesure dans le louable but d'humaniser les sports, on risque d'atteindre le résultat contraire. Si les sports en sortent émasculés, mieux vaut leur garder la rudesse actuelle. Ce serait les faire choir au rang inférieur de jeux de société. Inspirons-nous des Anglais sous ce rapport qui restent toujours dans les limites fixées par le bon sens.

Toutes les remarques précitées font toucher du doigt la grande pitié des sports professionnels. La cupidité des affairistes qui mousent ces grandes machines que sont les rencontres de pseudo-championnat, s'assimile à celle des squalés.

Il résulte que le sport véritablement amateur souffre par ricochet. Les excès et les débordements de son grand frère professionnel éloignent la jeunesse. Avec notre logique bien française, nous en sommes venus à inspirer aux jeunes une invincible répulsion pour toute forme d'activité physique. La véritable déchéance de la race, elle est là. En dépit des foudres en fer blanc de nos « intellectuels », nous ne cesserons de le crier sur tous les toits à cor et à cri. Pour atteindre la véritable culture, développons d'abord la jeunesse physique avant de tenter d'ouvrir son cerveau. A persister dans cette criminelle attitude, nous continuerons comme aujourd'hui à produire des déshérités à la fournaise. A quand le pèlerinage national vers l'Acropole ?

★ ★ ★

Lundi soir, mince auditoire à la séance de lutte de l'Arène. C'était la fête du Roi. Voilà pourquoi un si grand nombre de figures familières étaient absentes. Le beau temps, la chaleur avaient dû en chasser beaucoup de la fournaise municipale. Le programme cependant comportait suffisamment de bonnes rencontres pour attirer plus de monde.

Don George, le champion reconnu par le circuit local, valait à lui seul le prix d'entrée. Grand, fort, rapide, il mène le bal avec brio. Son travail est efficace. Ses prises appliquées avec force usent un homme. Peu populaire, la foule l'accueille avec une bordée d'invectives dès son entrée dans la salle. Que la foule manifeste ou non son humeur, il n'en a cure et affiche un dédain superbe pour la plèbe.

Son adversaire, Bartush, recevait en revanche une réception beaucoup plus sympathique. Cette quasi-ovation dut le surprendre quelque peu. Car le même auditoire ne lui ménageait pas ses quolibets il y a à peine deux ans. Il était alors un « bad man » dans toute la force du mot. On lui concédait volontiers la couronne de feu Stasyak comme lui revenait de droit. Complètement métamorphosé, Bartush nous apparaît aujourd'hui tout autre. Il ne se départ pas un instant de son flegme presque britannique en dépit des provocations répétées de George.

La cloche avait à peine sonné que George fonçait sur Bartush avec le coup de bélier avant que ce dernier eût le temps de se retourner. Puis, appliquant successivement coups d'avant-bras, prises de tête, etc., George prenait la première chute en moins de deux minutes. Stupeur des spectateurs et de la victime. Bartush protesta qu'il n'était pas prêt, que l'attaque l'a pris par surprise. L'arbitre concéda quand même la première chute à George.

A la deuxième reprise, Bartush ne voulut pas être pris sans vert. Il attaqua sans perdre un instant et réussit à prendre George dans une clef de bras. Ce dernier en sortit pour appliquer une prise de tête ou des prises de tête qui durèrent dix minutes. Bartush faiblissait lentement et tout le monde se préparait à filer lorsque, à la surprise générale, il parvint à sortir. La force et la résistance de Bartush sortent de l'ordinaire. George paraissait plus vanité que sa victime. Soudain, les cartes changent. Bartush à son tour attrape George dans une clef de bras qui le fait gémir et geindre. Tant et si bien que George préfère concéder la deuxième chute à Bartush plutôt que de souffrir davantage. Il se leva avec beaucoup de difficultés pour réintégrer sa cabine.

Dès la troisième reprise, Bartush vise à empoigner le bras encore sensible de George. L'auditoire l'encourage. On crie à fendre l'air. Nos voisins, un médecin bien connu et l'autre homme d'affaires, ne se tiennent pas sur leurs sièges. Tout le monde gesticule, croyant que la fin sera une répétition de la seconde reprise, lorsque George opérant soudain un redressement suprême, attrape Bartush au moyen d'un ciseau de tête avec les jambes, et le couche. On siffle, on hurle, mais en vain. Un beau combat vient de prendre fin. Les deux hommes ont lutté ferme, ne se ménageant pas. Nous doutons que George ait eu affaire dans sa tumultueuse carrière à des adversaires aussi solidement trempés que Bartush. Espérons que M. Riopel verra à nous redonner Bartush avec un autre adversaire digne de lui.

En semi-finale, très belle rencontre entre Lutze et Jenkins. Lutze ne gagna la rencontre que par le plus grand des hasards. Jenkins se montra nettement supérieur. On lui avait fait une réputation de matamore qu'il ne mérite pas. Sa connaissance de la lutte est telle qu'il n'a nullement besoin de recourir aux pitreries habituelles. C'est un bel athlète et qui adore comme Bartush les clefs de bras avec jambes. Lutze eut le dessous et ne dut son salut qu'à son agilité et sa jeunesse. Loyal, le combat fut de toute beauté et fort goûté des connaisseurs.

Jean-ROBERT BONNIER

Excellent succédané de l'asphalte de roche, le Daman remplit toutes les conditions essentielles pour le revêtement des routes appelées à servir à une circulation intense.

Depuis longtemps Bicks est reconnu pour ses travaux soignés d'impressions : il est même spécialisé dans les faire-part. Échantillons et prix sur demande. 1240, Square Phillips, Tél. : LA 2121.

Deux films sur Pasteur

Un film sur la vie du grand savant français sera tourné sous peu à Hollywood, d'après un scénario de Réginald Berkeley. C'est Warner Baxter qui tiendra le rôle de Pasteur, entouré de Helen Twelvetree, Mona Barrie, Hugh Williams, Drue Leyton et Siegfried Romann.

On annonce, d'autre part, que Sacha Guitry, qui écrit, il y a quelques années, une pièce sur Pasteur, vient de consentir à adapter son oeuvre à l'écran pour une firme française. Voilà deux films qu'on comparera avec intérêt.

Pour votre complet d'été, voyez les étoffes d'Emile Thibault. De beaux dessins, couleurs vives, étoffes durables. Coupe selon les dernières modes. Prix convenant à toutes les bourses. Profitez de l'expérience d'un marchand qui tient avant tout à satisfaire sa clientèle. 335 est. rue S.-Catherine. (r-b)

Dangereuses illusions

Les révélations du général anglais Morgan ouvriront-elles les yeux aux aveugles volontaires de Genève ? On saura maintenant à quoi s'en tenir sur les déclarations de Lloyd George. N'a-t-il pas contrecarré systématiquement l'œuvre de la paix en empêchant, par exemple, Foch et Clemenceau d'imposer les conditions de la vraie paix ? Si l'Allemagne possède aujourd'hui une armée de métier, comme peut-être il n'y en a pas en Europe, elle le doit à Lloyd George. Le maréchal Foch vit rejeter sa proposition d'imposer à l'Allemagne une armée de faibles effectifs, sur la base du service à court terme. Le ministre britannique s'opposa de toutes ses forces au projet de Foch. Il exigea qu'on permit à l'Allemagne d'avoir une armée de métier dont les cadres ne dépasseraient pas cent mille hommes. Résultat : le Reich possède aujourd'hui la meilleure formation de cadres militaires au monde.

Lloyd George serait mal venu aujourd'hui de critiquer la France et de porter contre elle l'accusation de préparer la prochaine guerre. Dans un article récent paru dans l'AMERICAN WEEKLY, il passe en revue les principales conventions et conférences du désarmement. Il en démontre l'inutilité complète. Que n'a-t-il pas montré plus tôt son scepticisme ! L'Europe et

son pays n'auraient pas cédé aux illusions dangereuses d'un désarmement conçu en dehors de toute réalité politique. Aujourd'hui, la confusion des idées est si grave qu'on veut garantir la paix au moyen du réarmement de l'Allemagne et d'une réduction considérable des moyens de défense de la France. Il est impossible d'arriver à des conclusions plus absurdes que celles-là.

La France, heureusement, sait tenir un langage haut et clair quand il s'agit pour elle de défendre son existence. On ne peut pas comment, en effet, la paix et la sécurité de la France pourraient être sauvées, si elle désarmait devant une Allemagne déchaînée et haineuse. Pour nous convaincre des sentiments des maîtres actuels de l'Allemagne, il n'y a qu'à lire leurs propres déclarations. Hitler lui-même n'a-t-il pas dit plusieurs fois qu'il faut faire disparaître la France ? La France sait à quoi s'en tenir sur ce genre de déclarations. Et ce n'est pas à des pays comme le nôtre, ou comme les Etats-Unis, séparés de l'Allemagne par des milliers de lieues, qu'il appartient de dicter, en cette matière, une ligne de conduite à un pays qui fut envahi tant de fois par l'éternelle Germania.

Jean-Marie NADEAU

Paul Darmstaedter

Nous apprenons avec un vif regret le décès de l'historien Paul Darmstaedter qui vient de mourir à Territet, où il s'était retiré, il y a deux ans à peine.

Le défunt avait été professeur à l'Université de Goettingen pendant près de vingt-cinq ans, et s'était spécialisé de bonne heure dans l'étude des questions d'histoire économique et d'histoire coloniale. Outre un nombre considérable d'articles parus dans les grandes revues allemandes d'histoire, dont il était l'actif collaborateur, le défunt a publié plusieurs ouvrages importants et qui font autorité. Citons parmi eux une étude sur le Grand Duché de Francfort, une autre sur les Etats-Unis d'Amérique, et surtout son livre sur l'histoire des partages et de la colonisation de l'Afrique depuis l'époque des découvertes. Il avait en outre collaboré à la grande histoire universelle de Pflugk-Hartung.

Ce savant aimable était un admirateur de nos institutions et un grand ami de notre pays, qu'il connaissait depuis son enfance. Il convient surtout de rappeler qu'il a été un des plus généreux bienfaiteurs de notre Bibliothèque cantonale et universitaire à laquelle il avait récemment fait don de sa très riche bibliothèque comportant plus de 2500 volumes et de 700 brochures.

Depuis longtemps Bicks est reconnu pour ses travaux soignés d'impressions : il est même spécialisé dans les faire-part. Échantillons et prix sur demande. 1240, Square Phillips, Tél. : LA 2121.

Le fise français

Ce que prélève le fisc sur le revenu national, en France :

En 1919	14,60 %
En 1920	19 %
En 1921	25 %
En 1922	28 %
En 1923	28,50 %
En 1924	30 %
En 1925	32 %
En 1926	33 %
En 1927	34,50 %
En 1928	35 %
En 1929	36 %
En 1930-1931	37,50 %
En 1931-1932	39 %
En 1932-1933	plus de 40 %

REVUE DE LA PRESSE

L'apparition de l'Ordre

M. Philippe Bertaut, qui signe un Billet parisien au journal belge VERS L'AVENIR, attire l'attention de ses lecteurs sur l'apparition de l'ORDRE.

J'ai lu sur ma table dix numéros du nouveau « Quotidien de culture française et de renaissance nationale », l'ORDRE, journal dirigé par M. Olivier Asselin et paraissant à Montréal.

Il faut se réjouir qu'un groupe jeune et énergique se propose une tâche de clarté et de raison ; elle rejoint par-delà l'Océan le programme net des hommes d'ordre qui, sur notre vieux continent, essaient de dissiper les nuées démocratiques et internationales. S'inspirant d'un réalisme politique louable, le nouvel organe s'est donné la mission de renouer des liens entre le Canada français et les pays européens de langue française et de « travailler de son mieux à mettre un peu d'ordre dans les idées ».

Les Canadiens-Français ont hérité, comme nous, d'un patrimoine intellectuel et moral qui détiennent le secret de la grandeur civique. Réjouissons-nous qu'ils soient résolus à la défendre, et à la rendre prospère.

On voit que nous ne sommes pas les seuls à en avoir aux nuées démocratiques et internationales.

Ottawa, Londres et Genève

C'est le titre d'un premier-Montréal du CANADA, où M. Edmond Turcotte fait un nouveau plaidoyer en faveur de la Société des Nations et de la participation du Canada aux palabres de Genève. Titre excellent, qui résume toute notre politique étrangère, et qui la résumerait d'une façon encore plus schématique sous la forme suivante : Ottawa-Genève via Londres. L'article lui-même, d'ailleurs, indique fort bien jusqu'à quel point notre politique étrangère est déterminée par Londres :

Dans un article du 25 mai sur « Le Canada et le désarmement », le JOURNAL DE GENÈVE s'attachait à démontre que l'attitude de la Grande-Bretagne à la reprise de

la Conférence du désarmement le 29 mai refléterait dans une certaine mesure l'influence des Dominions britanniques, principalement du Canada. D'actives consultations ont eu lieu, expliquait-il, entre le Foreign Office et les gouvernements britanniques d'outre-mer, en vue des décisions à prendre sur la politique à suivre à la Conférence.

Il ne paraît pas que le peuple canadien ait été informé des échanges de vues ayant eu cours entre Londres et Ottawa. Ce n'est pas une raison pour douter de l'exactitude des informations du JOURNAL DE GENÈVE, un des journaux d'Europe les mieux renseignés sur les choses internationales. Le mystère voulu ou non qui marque la conduite des relations extérieures du Canada est toutefois une raison de plus de créer à Ottawa un ministère des Affaires étrangères, avec des commissions permanentes du Sénat et de la Chambre chargées de veiller aux relations du Canada avec l'étranger.

Ainsi, vous le voyez, sans même en informer le pèple — à plus forte raison sans le consulter — le Foreign Office et les gouvernements présumés autonomes des possessions britanniques se consultent — lisez : les gouvernements des possessions reçoivent leurs « instructions » du Foreign Office — avant d'aller à Genève, afin que la politique de tout l'Empire n'y soit pas trop divergente.

Le mystère qui entoure ces échanges de vues et qui scandalise M. Turcotte est bien voulu : l'Angleterre n'a-t-elle pas fait admettre ses possessions à la S.D.N. en les présentant comme des nations autonomes aux Etats qui craignaient que la Grande-Bretagne ne s'assurât la suprématie à Genève en y amenant toute sa famille ? Alors il faut bien donner l'impression que chaque gouvernement britannique suit, à Genève, la politique qui lui convient, sans se préoccuper des intérêts des autres parties de l'Empire. Il faut bien pour cela que sur des questions d'intérêt secondaire les « dominions » votent de temps à autre contre l'Angleterre, afin de manifester cette indépendance de surface. Il faut bien aussi que les consultations entre Londres et les colonies restent aussi secrètes que possible et que les gouvernements bri-

tanniques négligent d'en informer leurs électeurs. Tout cela se tient et le mystère n'est guère mystérieux.

Quant au ministère des Affaires étrangères que réclame M. Turcotte, il existe, si les commissions permanentes n'existent pas. Le premier-ministre en est le titulaire, et l'Annuaire statistique du Canada (1933), à la page 75, désigne M. Bennett comme « Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères », et Pierre Simon — qui est ce Pierre Simon dont la fine plume écrit que le Canada « délivre » des passe-ports — admettait lundi, dans le même journal, l'existence de ce « département ».

Naturellement, M. Turcotte invoque une fois de plus le témoignage de M. Dandurand :

L'article du JOURNAL DE GENÈVE sur les échanges de vues entre le Foreign Office, le gouvernement d'Ottawa et les gouvernements des autres Dominions britanniques, apporte un singulier renfort aux paroles prononcées au Sénat par M. Dandurand dans son discours du 17 avril. « Nos relations avec la Grande-Bretagne sont si intimes », disait-il, « que nous sommes forcément intéressés dans la politique extérieure britannique qui, directement ou indirectement, peut nous affecter sérieusement. »

Mais en montrant l'« intimité » de nos relations avec la Grande-Bretagne, M. Dandurand n'inflime-t-il pas sa thèse de l'« autonomie des dominions », seule justification de notre présence à Genève ? Ce n'est évidemment pas la conclusion que M. Dandurand et M. Turcotte tirent de ces paroles...

De cette situation particulière du Canada en regard de la Grande-Bretagne, M. Dandurand tirait fort justement des conclusions en faveur de notre présence à Genève. Si en effet le Canada ne veut pas être trop aveuglément à la remorque du Foreign Office, — ce qui, étant donné le préjugé bien naturel des Canadiens anglais en faveur des thèses britanniques dans le domaine international, — il importe à un haut degré que le peuple canadien soit renseigné à première main par des observateurs postés à la source même de la vie internationale, à cette espèce de « chambre des compensations », pour employer la langue de la finance, qu'est l'organe de Genève.

Telle est leur conclusion. Aux lecteurs de juger si elle découle bien de ces paroles de M. Dandurand.

Parlant, comme quelqu'un qui est aisé voir, des « hautes destinées » du Canada, M. Turcotte continue en disant que « le Canada, pays jeune (une nouvelle !), a essentiellement besoin d'une longue ère de paix pour réparer le véritable état de ruine financière résultant pour lui de sa participation à la dernière guerre ». Raison de plus pour nous retirer de Genève : nous économiserions ce que ces parolottes nous coûtent et nous ne nous exposerions pas plus longtemps à être entraînés dans une guerre, au nom de la solidarité internationale.

M. Turcotte dit que notre retrait de la S.D.N. ne changerait pas notre statut « dans la Communauté des Nations britanniques ». Il veut dire par là que, indépendamment de notre participation à la S.D.N., nous restons à la remorque de l'Angleterre, et il compte sur nos représentants à Genève pour « utilement refréner la politique du Foreign Office toutes les fois qu'elle ne paraît pas s'exercer dans un sens compatible avec la paix et la sécurité nécessaires au bien-être du peuple canadien ». Voyez-vous M. Dandurand retréant sur John Simon ou M. Henderson ? C'est vrai qu'il a dicté ses volontés à l'Allemagne... Quand il ne nous restera plus que cette ressource, la paix sera bien malade. L'Association du Bien-Etre de la Jeunesse est bien plus utile que la S.D.N. au « jeune » peuple canadien !

Pacifisme commercial

Le SOLEIL met à nu le jeu des marchands de canon camouflés en pacifistes qui affichent une philanthropie de circonstance pour demander la prohibition du commerce des armes. Philanthropie douteuse, dit le SOLEIL, qui rappelle que les nations modernes sont trop matérialistes pour se préoccuper à ce point d'un idéal qu'elles savent irréalisable : au fond, dit-il, c'est le jeu de gros commerçants d'armes qui voient le marché saturé et veulent s'assurer ce qui en reste en évinçant quelques concurrents et en se donnant un beau rôle, ce qui n'est pour nuire à leur jeu.

Il ne faut pas trop les prendre au sérieux, dit le SOLEIL : Ne prenons pas trop au sérieux la vertu des pays qui prennent l'initiative de deman-

der un embargo général, dans tous les pays, sur les exportations d'armes.

C'est le marchand qui parle par la bouche de l'homme d'Etat et non par la philanthropie.

Avec les contrôles établis dans tous les pays sur tout ce qui entre sur leur territoire et tout ce qui en sort, il était assez facile hier qu'aujourd'hui et demain de défendre les exportations d'armes.

Mais, c'est pourquoi il est impossible de croire à leur philanthropie, les exportations d'armes constituaient une source de beaux profits. On a exploité cette veine aussi longtemps qu'il a été possible.

Les profits étaient même si beaux que l'on n'a jamais cherché à établir une distinction entre nations attaquées et nations agressives. Les armes allaient indistinctement à tout acheteur.

On n'avait cure alors de la moralité du commerce des armes. On en a vendu aux rebelles du Rif. On en a vendu à la Bolivie et au Paraguay, pendant que d'autre part on s'entretenait à Genève, pour enrayer le conflit. On en a vendu à la Chine, tout en sachant parfaitement qu'elles permettraient de continuer la guerre civile dans la république d'Extrême-Orient.

Un jour, on s'est aperçu que le trafic des armes pouvait devenir dangereux de façon immédiate. Car les bruits de guerre étaient passés des petites nations aux grandes. Il fallait empêcher les exportations vers des pays qui feraient cause commune avec l'ennemi.

ne reconnait pas, ce qui n'a pas place dans leur bureaucratie. Elles semblent bien trop préoccupées de suprématie et de domination pour s'occuper de vertu et d'actes vertueux.

Le tout dédié au CANADA, frère du SOLEIL.

Les livres de récompense

A son tour la PATRIE aborde ce sujet d'actualité et commente les idées exprimées ici même et au CANADA sur le discernement à apporter dans le choix de livres à donner aux élèves, tant dans les cas des livres français que dans celui des livres canadiens.

Il est certain qu'il y a dans notre littérature naissante, plus d'oeuvres médiocres ou même sans valeur aucune que de livres transcendents. Il n'en est pas moins certain que les livres français qui sont chaque année importés pour être distribués en prix à nos écoles ne sont pas les meilleures productions de la littérature française. Quiconque a jamais examiné la brassée de livres que rapporte triomphalement à son foyer un premier de classe a pu se rendre compte que, si un livre canadien figure dans la collection, il ne la dépare généralement pas beaucoup, tant les autres livres sont eux-mêmes à tout point de vue dépourvus d'intérêt.

Les bons livres français sont assez coûteux. Ceux qui sont chargés d'acheter les livres de récompense choisissent les livres qui coûtent le moins afin d'en pouvoir acheter davantage. A notre sens c'est un mauvais calcul. Il vaudrait mieux distribuer moins de livres, et ne choisir que des livres qui méritent d'être lus. Français ou canadiens, les livres tout à fait insignifiants sont à proscrire. Mais il y a certainement un certain nombre de livres canadiens qui ont à certains égards une valeur, et auxquels il est déplorable de voir préférer des livres français qui ne valent pas mieux, uniquement parce que ceux-ci coûtent quelques sous de moins.

Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, il est temps que nous songions à remplacer la quantité par la qualité, le nombre par la valeur, l'apparence par la substance. N'avons-nous pas trop de bacheliers pour ce qu'ils valent, comme aussi trop de collèges ?

Georges LANGLOIS

LA PENSÉE ÉTRANGÈRE

Un ordre humain

La France nouvelle qui essaye de se dégager, comme un monde incertain émergeant de ces eaux, est animée de sentiments qu'on voudrait d'autant plus pouvoir définir qu'ils n'ont rien de mesquin, ni d'inavouable; il y a quelque chose de très honnête, au contraire, dans les aspirations confuses qui cherchent aujourd'hui une expression précise. Beaucoup de ceux qui sentent la misère de la société d'hier, en souhaitent à la fois, dans leur esprit, une plus ordonnée et, dans leur âme, une plus humaine; bien loin de s'opposer, ces deux choses se tiennent. Il faut, à tous les degrés de la hiérarchie, remettre de vrais chefs. Il faut, dans les emplois grands ou petits, rendre à l'autorité son piédestal; mais cette autorité ne doit être établie dans sa vigueur que pour être ramenée à ses devoirs; ordonner n'est qu'une moitié de sa fonction, l'autre moitié est de protéger. Ce qui fait, dans le système démocratique la misère de celui qui est chargé de commander, alors que les bases du commandement sont détruites, c'est qu'usant à grand peine d'un avantage toujours contesté, il n'est jamais assez fort pour être bon. S'il veut user de bonté, il paraît faible; s'il accorde, il semble céder; il faut que sa chétive et piètre autorité se hérisse d'autant plus qu'elle s'impose moins. Ainsi, dans la sorte chicanes qui oppose sans cesse les chefs à leurs inférieurs, ni les uns ni les autres ne trouvent à nourrir vraiment leurs personnes; on ne voit plus que des amours-propres qui se battent à coups de bec.

Pour avoir quelque chance de construire un ordre plus beau, il nous faut voir sans illusion la laideur du monde qui est en train de finir; il est pauvre en tous ses endroits, n'ayant gardé pour véritables richesses que l'or souterrain des âges qui l'ont précédé; mais il est surtout misérable en ce que, reposant sur des erreurs de l'esprit, il est surtout pour ferment les vanités individuelles. reprenne ses droits; mais nous avons besoin d'une organisation plus virile, où l'autorité reprenne ses droits; mais nous avons besoin en même temps d'une société plus humaine, où aucune fonction ne reste méprisée, et où il soit beau d'être au plus haut rang, sans qu'il soit bas d'être au plus humble. Nous aimons passionnément, quant à nous, l'inégalité, parce qu'elle exprime le sublime effort que fait la vie pour se dépasser; elle est partout où luit un mérite. Il se rend inégal à ses camarades, cet ouvrier qui travaille mieux qu'ils ne font; il se fait prince dans son métier, et aristocrate à son égard; mais cette inégalité qui élève les uns n'opprime pas les autres, parce que l'inférieur lui-même, en l'étant que par ses talents, mais non par ses sentiments, participe à toute la hiérarchie qui le dépasse. Une société n'existe pas seulement par l'épure qu'elle offre à l'esprit, mais par la circulation de sentiments vils ou généreux qui passent par tous les hommes qu'elle englobe en elle. La politesse même n'est que le signe superficiel et charmant de ces intimes rapports. Le sourire que nous échangeons avec l'inconnu qu'un hasard rapproche de nous, témoigne que nous appartenons tous les deux, quelle que soit, entre lui

et nous, la différence de conditions, de profession et de fortune, au même ensemble noble et serein que nous sommes musiciens dans le même orchestre. Rien n'a été plus faussement associé que l'égalité et la fraternité: là où l'esprit d'égalité sévit dans toute sa rage, aucune fraternité réelle ne peut se produire, car on ne trouve partout que des amours-propres sous les armes, inquiets et jaloux. Dans le monde de l'inégalité, au contraire, nourri de différences sans nombre, rayonnant et multicolore, magnifique du haut en bas, car l'éclat des plus humbles vertus peut y répondre à la splendeur des plus vertus génies, tout n'est qu'échanges, rapports, amitiés. Sur ce point comme sur tant d'autres, il faut mettre en miettes les idées fausses que les romantiques nous ont léguées. Ils ont poussé mille cris sur la solitude des âmes. Cette solitude est réelle, mais elle n'a point nécessairement le caractère affreux que ces poètes lui ont donné. Il n'est d'atrocement isolé que celui qui a enfermé son moi dans les haies vives de l'amour-propre. L'individu romantique est seul, parce qu'il s'est rendu solitaire: il n'a donc pas à gémir, ni à s'en prendre à la «ociété, s'il ne fait connaissance avec elle que par ses propres épreuves. Il est très vrai qu'à mesure que notre personne se construit et s'éleve, elle entre dans l'azur et dans l'empyrée de la solitude; mais cette solitude acquise et conquise est un effet trop naturel de notre effort pour être ressentie avec étonnement et douleur, et si elle enveloppe les plus hauts étages de notre nature, elle ne nous empêche pas d'entretenir avec d'autres mille rapports sincères avec d'autres hommes. Nous devenons seuls à notre sommet, sans l'être forcément à notre base. Assurément toute âme patricienne appartient à une espèce peu répandue et elle a grand peine à trouver des gens de sa sorte. Encore faudrait-il comprendre qu'alors même que nous serions de cette famille rare, il resterait pour nous plus facile de trouver des frères que de trouver des parents. Car cette parenté suppose des affinités très étroites et des ressemblances très particulières entre ceux qu'elle réunit; mais, pour être frères, il suffit à des hommes très différents et très inégaux d'une communauté de leurs sentiments profonds. Si propres à notre seule nature que puissent être les formes par où elle s'achève, c'est notre frère, cet artisan qui s'adonne à son métier et qui cherche dans son travail la pleine expression de lui-même; c'est notre frère, ce charretier qui, dans le moment du repos, caresse doucement le cheval qui lui vit depuis des années et lui dit des mots d'amitié obscure; c'est notre frère, cet homme inconnu que nous voyons répondre à une circonstance imprévue par un mouvement de fierté et d'honneur.

Dans le monde desséché de l'égalité, nous n'avons vu foisonner que des égoïsmes; dans celui que nous rêvons, beau pour l'esprit et pour l'âme, il y aurait de la fraternité partout et il n'y aurait d'égalité nulle part.

Abel BONNARD
de l'Académie française.

(1934)

A la veille du troisième centenaire des Antilles

Nous assisterons, en 1935, à une manifestation coloniale qui aura l'avantage d'apprendre à ceux qui l'ignorent encore, ou de rappeler à ceux qui l'ont oublié, que la France possède, vers l'Occident, dans la mer des Antilles, à quelque sept milliers de kilomètres, un des « bijoux de famille » dont on s'approprie à célébrer le tricentenaire de leur rattachement à la Couronne.

Si Christophe Colomb découvrit la Martinique en 1493, ce n'est, en effet, qu'au XVII^e siècle que le Normand Pierre d'Esambuc, corsaire avant d'être Gouverneur de Saint-Christophe, en prit possession le 1^{er} septembre 1635 au nom du Roi et de la Compagnie des Isles.

Pendant plus d'un siècle, on s'y battit; contre les Caraïbes d'abord, contre les Hollandais ensuite, et contre les Anglais, enfin, qui s'en emparèrent le 15 février 1762. Restituée à la France par le traité de Paris, en 1763, la Martinique passa encore aux mains des Britanniques, à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle, pour redevenir française par le traité du 20 novembre 1815. Et c'est sous la II^e République, le 27 avril 1848, date inoubliable dans l'histoire et liée à Schoelcher, que fut aboli définitivement l'esclavage et que tous les Martiniquais devinrent des citoyens français.

Mais, si durant plus de deux cents ans la Martinique eut à lutter pour conquérir son indépendance, elle eut, de tout temps aussi, à subir de multiples assauts qui lui coûtèrent des milliers de vies humaines. Fièvre jaune, tremblements de terre, cyclones, éruptions du Mont-Pelé ensevelissant, en 1902, plus de 40,000 âmes en quelques secondes, portèrent des coups terribles à cette belle population martiniquaise si forte, si courageuse, à qui nous devons tant d'hommes illustres.

Aujourd'hui, la Martinique occupe parmi nos possessions d'outre-mer un rang des plus honorables, compte tenu de sa superficie qui est à peu près le double de celle du département de la Seine et de sa population de 240,000 habitants.

D'aucuns la disent la plus riche des colonies françaises, avec les produits de son sol si fertile: canne à sucre, cacao, café, bananes, ananas et son rhum universellement apprécié, etc.

Tout en s'organisant et en s'outillant, elle a réalisé à tous les échelons du do-

main social des œuvres remarquables que beaucoup de nos provinces métropolitaines pourraient lui envier.

Et c'est à la persévérance dans l'effort que nous devons de posséder, à quelques centaines de milles des côtes américaines, ce coin de terre bien française qu'une légende caraïbe a baptisé le « Berceau du monde ».

Puisse la grande manifestation de l'an prochain faire mieux connaître à tous les Français, métropolitains et coloniaux, cette « perle des Antilles » qu'est notre Martinique.

Aldé DELMONT,
Député de la Martinique, ancien sous-secrétaire d'Etat au ministère des Colonies.

Un détenu fabriquait, en prison, de faux billets de banques

C'est le comble de l'audace, lorsqu'un détenu fabrique, en prison, de faux billets de banque. Tel est le cas d'un certain Léopold Kühn, lithographe de son métier, qui purge à Stein (près de Krems, en Basse-Autriche), une peine de cinq ans de prison. Il a fallu une longue enquête avant qu'on parvienne à découvrir le faux monnayeur.

Devant les assises, Kühn reconnut les faits; il déclara avoir fabriqué, en tout et pour tout, trois faux billets de dix schillings, uniquement parce qu'il voulait se faire transférer de la lithographie de la prison à la cuisine.

Le président: « Et vous n'avez trouvé aucun autre moyen, pour atteindre ce but, que de devenir faux monnayeur? »

L'accusé: « Personne ne croira que j'aurais pu écouler ces faux billets. »

Le président: « Pourquoi pas? Il se passe, parfois, des choses étranges en prison. Un de ces billets en est bien sorti; on l'a même accepté au bureau de poste, ce qui prouve qu'il était adroitement falsifié. Combien de temps avez-vous mis pour accomplir ce travail? »

L'accusé: « Chaque billet m'a pris de huit à dix jours. Ça me faisait passer le temps. Même que l'inspecteur Mayer m'a dit de prendre garde pour ne pas me mettre sur le dos la Banque d'Autriche. »

Le président: « Et voilà que vous vous êtes mis sur le dos la Cour d'assises. Comment avez-vous procédé pour fabriquer ces billets? »

L'accusé: « A la main, avec une plume et de l'encre. »

Le tribunal condamne Kühn à un an de réclusion, cette peine ne se confondant pas avec la peine précédente de cinq ans de prison.

(La Gazette de Lausanne)

Incertitudes de la politique intérieure en Grande-Bretagne

Le correspondant de la GAZETTE DE LAUSANNE à Londres écrit:

Ayant dit leur fait aux aspirants-dictateurs de droite et de gauche, M. Baldwin déclara vendredi dernier à l'Albert Hall devant une assemblée où dominaient les femmes conservatrices: « Nous irons à la bataille avec tous ceux qui veulent coopérer avec nous sur la plus large base possible, sur une base nationale et avec un gouvernement national. »

Presque au même moment, sir John Simon plaidait à Manchester auprès d'un auditoire libéral la nécessité de maintenir et d'élargir l'union nationale. C'est qu'en effet le gouvernement actuel est de plus en plus préoccupé de l'avenir et qu'il ne voit de salut possible que dans la préservation du présent régime.

Qu'on entende bien que ce n'est pas de son avenir immédiat qu'il s'inquiète, car sa situation parlementaire est inébranlable. La Chambre des communes, qui se compose de 615 membres, comprend, en effet, une centaine de libéraux et de travaillistes, qui forment l'opposition, et un peu plus de 500 députés, dont 470 conservateurs, 35 libéraux et 13 travaillistes-nationaux, qui soutiennent le Cabinet MacDonald. Avec une telle majorité, le gouvernement peut rester aux affaires, s'il le veut, jusqu'à l'expiration normale de la législature, c'est-à-dire jusqu'en 1936, mais il éprouve de sérieuses appréhensions au sujet du sort qui peut lui échoir aux prochaines élections générales.

Cette inquiétude se manifeste presque quotidiennement dans la presse conservatrice et elle ressort pareillement des efforts que tentent les dirigeants pour gagner ou reconquérir la faveur populaire. Le gouvernement a entrepris depuis le début de l'année une campagne de discours de propagande à travers toute l'île afin de dénombrer les services qu'il a rendus au pays depuis sa formation et de démontrer que son oeuvre n'étant pas encore achevée, il importe au plus haut point de conserver et de renforcer l'union nationale, grâce à laquelle la Grande-Bretagne a pu surmonter victorieusement la crise de 1931.

Cette campagne ne paraît pas avoir fait une grande impression sur le pays. Les manifestations oratoires de M. MacDonald ont été surtout marquées par des incidents dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils attestent que le Premier ministre a perdu beaucoup de son ancien prestige. M. Baldwin a été écouté, comme toujours, avec le plus grand respect, mais beaucoup lui font grief de conserver à la tête d'une majorité stricte conservatrice un Premier ministre travailliste dont on ne sait guère dans quelle mesure il a renoncé aux idéologies sociales et internationales sur lesquelles il fonda jadis sa fortune. Quant à sir John Simon, qui est la troisième tête de ce Cabinet tripartite, il n'a jamais été, de l'avis de tous, une grande force magnétique et ses capacités juridiques, que nul ne conteste sont beaucoup plus appréciées au barreau que dans les réunions populaires ou au Parlement. Si bien que le présent Cabinet est loin de former en soi un pôle d'attraction électoral.

En annulant en partie, dans le dernier budget, les sacrifices financiers qui furent exigés de certaines classes de citoyens en 1931 et en diminuant de 6 pence l'Income Tax, le chancelier de l'Echiquier s'est certainement préoccupé d'offrir au pays un budget de nature à lui plaire et à conquérir ses suffrages. On ne saurait dire que ce budget n'a pas été accueilli avec satisfaction, mais il n'a cependant pas suffi à endiguer le courant de désaffection dont les élections qui ont eu lieu depuis un an ont révélé l'intensité.

Il y a eu, au cours des derniers douze mois, une douzaine d'élections législatives partielles et, dans tous les cas, même lorsque les candidats de l'union nationale l'ont emporté, le nombre de leurs suffrages a été inférieur à celui qu'ils avaient recueilli en 1931, tandis que les candidats travaillistes ont enregistré des progrès souvent très accusés. On évalue à une centaine de mille le nombre d'électeurs qui ont changé de camp à la faveur de ces scrutins. Les élections municipales qui eurent lieu en novembre dernier marquèrent par ailleurs un succès éclatant des travaillistes, qui conquièrent de haute lutte plus d'une centaine de sièges. Si l'on se souvient, en outre, qu'aux élections du Conseil du comté de Londres qui remontent au mois de mars, le labour party réussit à s'assurer pour la première fois depuis la création de cette assemblée le contrôle des affaires de la grande cité, on peut constater que l'opinion publique évolue dans un sens contraire au gouvernement actuel.

Cette nouvelle orientation des esprits s'explique de diverses manières. Le Cabinet actuel a subi, selon la loi commune, l'usure du pouvoir. Cette usure était inévitable non seulement pour les raisons qui la provoquent, mais aussi parce que les élections de 1931 faites dans une période de grande alarme financière avaient rallié aux candidats d'union nationale des adhésions inspirées surtout par la crainte du pire. Maintenant que le péril est conjuré, les électeurs prêtent de nouveau une oreille complaisante à ceux qui leur promettent monts et merveilles et ils n'ont retenu du rétablissement opéré par le Cabinet que les sacrifices qui leur furent imposés pour rendre ce redressement possible.

Le labour party a très habilement exploité ce travers de la nature humaine et, comme il ne s'est point fait faute de multiplier les promesses, il a bénéficié de la crédulité de l'électorat, dont l'esprit critique n'est pas la qualité dominante.

Mais cela n'aurait peut-être pas suffi à provoquer dans le pays ce malaise et ce désenchantement que reflètent les scrutins: le gouvernement y a contribué lui-même par des

erreurs de tactique et l'incohérence de sa politique.

Dans son manifeste électoral d'octobre 1931, M. MacDonald demanda au pays un mandat de médecin, c'est-à-dire carte blanche pour équilibrer le budget et assainir la situation financière. C'est de quoi s'emparent les orateurs travaillistes pour prétendre que la tâche pour laquelle le Parlement fut élu est épuisée et que le gouvernement doit, en stricte équité, procéder sans délai à une nouvelle consultation. Cette tactique qui consiste à invoquer le fair play a beaucoup de prise sur l'esprit anglais et explique l'élément de mauvaise humeur qui entre incontestablement dans les mobiles d'un grand nombre d'électeurs dont les votes sont contraires à ceux d'il y a trente mois.

Il faut se souvenir également qu'un groupe de libéraux, à la tête duquel se trouve sir Herbert Samuel, s'est séparé du Cabinet pour protester contre le protectionnisme intégral de M. Neville Chamberlain et de M. Runciman, protectionnisme qui n'avait pas été annoncé au cours de la campagne électorale. Comme, par ailleurs, cette politique de tarifs d'outrance et les accords d'Ottawa qui en furent l'aboutissement dans le cadre impérial, n'ont pas donné les résultats qu'avait annoncés le gouvernement, les orateurs libéraux ont beau jeu à reprocher au Cabinet de trahir son mandat et d'exposer le pays à des catastrophes.

Il faut bien dire enfin que dans la conduite des affaires extérieures, le gouvernement de M. MacDonald a adopté une politique si flottante, si incertaine, si décevante pour tous les esprits que nul ici, en dehors de quelques journaux officieux, n'en présente la défense. Quant à la façon dont il a préparé la réforme constitutionnelle de l'Inde, elle n'a guère été louée par personne et, circonstance aggravante, elle a dressé contre lui, dans le parti conservateur même, une fraction très agissante qui a à sa tête des hommes aussi intrépides que lord Lloyd et M. Winton Churchill.

Tous ces faits expliquent pourquoi le Cabinet d'union nationale, battu en brèche par ses adversaires naturels: travaillistes et libéraux indépendants, n'est même pas soutenu par l'ensemble de ses propres. Les extrémistes de droite, dont le DAILY EXPRESS et le DAILY MAIL traduisent les vues, lui font grief de ne pas adopter une politique suffisamment impérialiste et l'accusent d'accorder trop d'attention aux affaires européennes, tandis que les libéraux et les travaillistes se plaignent de sa timidité dans l'affaire du désarmement.

En présence de ces courants d'opinion, le public se sent plus ou moins désorienté. Il y a dans le pays un sentiment assez confus que M. Baldwin devrait mettre un terme à cette incertitude en prenant résolument le gouvernement. On oublie trop peut-être qu'avec le système d'élection au premier tour, à la majorité relative, bien des scrutins qui peuvent encore assurer la majorité à un candidat soutenu par une coalition, tourneraient à l'avantage du travailliste si tous les partis allaient à la bataille sous leur propre drapeau. C'est ce dont M. Baldwin et son état-major immédiat sont avertis, de même qu'ils nigorent que lorsqu'une série d'élections partielles s'effectueraient en des points distants du pays reflétant la même orientation des esprits, ces consultations doivent être considérées comme une image anticipée des élections générales qui suivront. Aussi peut-on prévoir que les dirigeants actuels tenteront l'impossible pour conserver au Cabinet sa façade d'union nationale jusqu'au scrutin législatif.

Un appel au pays ne semble pas imminent, mais il n'est pas douteux que les chefs du parti conservateur s'en préoccupent et qu'ils sauront pour s'y résoudre la première occasion qui leur semblera favorable. Sera-ce à l'automne prochain ou au printemps de 1935? Cela dépendra sans doute de la façon dont se clora la Conférence de Genève et des mesures qu'en l'absence éventuelle d'une Convention de désarmement, le gouvernement se verra contraint de prendre pour renforcer la sécurité de la nation et de l'Empire.

J. M.

L'homme descend du singe

Les Kabyles n'ont pas attendu les théories de Darwin pour admettre une parenté très rapprochée entre l'homme et le singe.

Le grand nombre de singes qui vivent encore dans la Kabylie du Djurdjura est lié à ce préjugé populaire, qui interdit leur mise à mort.

Diverses traditions expliquent comment les magots représentent une race d'hommes déçus; la plus courante est la suivante:

Un jour, deux jeunes bergers kabyles, s'étant égarés dans un canton inhabité du Djurdjura et mourant de faim, implorèrent avec tant de ferveur le secours de Dieu que celui-ci, touché, leur envoya pour déjeuner un superbe plat de couscous. Après s'être rassasiés et grisés par le nectar qui accompagnait ce cadeau, les deux écorchés avisèrent d'utiliser le récipient divin à un tel usage... que la Providence, outragée, les changea impitoyablement en singes.

Et c'est pourquoi la vie des macaques est épargnée par les Kabyles qui les considèrent comme des hommes inférieurs.

Propos frigorifiques

La saison chaude est arrivée. Pourquoi ne pas vous procurer un réfrigérateur? Vous garderez vos aliments frais et vous protégerez votre santé. En l'achetant chez Dona Langeller, vous ferez des économies, car cette maison fabrique elle-même et vend meilleur marché qu'ailleurs. Elle vous offre aussi de très jolis meubles, tapis, instruments de musique, etc. 510 est, rue Sainte-Catherine. Tél.: 511.1.

L'accoutumance aux horreurs

Il est hors de doute que les moeurs tendent vers la brutalité et la sauvagerie.

Je jure que dans ma prime jeunesse les journaux n'avaient pas l'aspect effrayant qu'ils ont aujourd'hui. Sans doute y travaillait le récit de meurtres, de rixes, d'attaques nocturnes, qui sont, depuis Cain, fonction de la colère, de la jalousie et de la cupidité des hommes, mais c'était, sauf exceptions sensationnelles, des petits drames simples, auxquels la multiplicité des hécatombes féroces, aujourd'hui quotidiennes, donne respectivement l'aspect de petits crimes, si l'on peut dire, assez naïfs.

Je me souviens de l'émotion intense qu'avait soulevée à cette époque certaine affaire: une dame, une veuve, avait jeté un bol de vitrol au visage d'un monsieur auquel elle voulait du mal... Après? dites-vous... C'est tout. La Presse commenta pendant de longs jours la tragique aventure... De nos jours, un journal relèguerait sans doute dans une page sacrifiée cet incident sans relief.

Dans les temps lointains dont je parle, le massacre de plusieurs personnes par un seul individu apparaissait comme une monstruosité à peine imaginable; l'Opinion publique était bouleversée, soulevée d'indignation, et l'affaire prenait place solennellement dans le répertoire horrible des Causes célèbres... De ces causes-là, il y en a, à présent, tous les matins au tableau. Ces massacres sont devenus si fréquents que nous n'avons presque plus de réflexes quand nous lisons qu'un meurtrier a tiré successivement, et, si j'ose m'exprimer ainsi, avec succès, sur son père, sa femme, sa grand-mère, son beau-frère et sa belle-mère, après discussion ou après boire, sans préjudice de l'accueil à balles fait aux voisins ou aux gendarmes.

Pour que l'Opinion publique, saturée de faits-divers épouvantables, tiqne un peu, il faut qu'un raffinement inédit, qu'une « trouvaille », vienne corser d'ingéniosité macabre le « courant » banalisé; il faut l'intervention d'un accessoire inattendu: d'un fourneau de cuisine ou d'une baignoire.

D'où vient la frigidité de notre sensibilité devant ces terrifiantes hécatombes, fabriquées aujourd'hui en série? Nulle erreur: de l'accoutumance. Elles sont trop, les hécatombes terrifiantes. Leur multiplication a fini par nous terrifier une fois pour toutes, et nous sommes devenus insensibles à la vue du sang, nous sommes devenus insensibles à la vue du sang, nous sommes devenus insensibles à la vue du sang.

Mais ceci dit, comment expliquer la multiplication à la fois alarmante et déconcertante de crimes — et quels crimes! — émaillant sans discontinuer les journaux de titres lugubres et de photographies hallucinantes?

Les minimalistes n'ont que l'embaras du choix des raisons de cette floraison rouge. D'abord, évidemment, l'affreuse guerre, qui a considérablement déprécié la

valeur des existences humaines; et puis toutes les causes physiques et neurologiques qui incitent les gens à des règlements de comptes précipités, en marge de l'intervention au ralenti des pouvoirs judiciaires.

Comment voulez-vous que des individus conservent leur équilibre mental et le contrôle normal de leurs nerfs dans les conditions actuelles de l'existence?... Récapitulons au petit malheur les motifs d'altération de notre système nerveux.

D'abord, la lutte pour la vie de plus en plus âpre et difficile. L'obsession déprimante des embarras du dedans et des menaces du dehors. L'attente par tous les comptes, assis sous des ormes, leur bilan à la main, de la Confiance, cette flâneuse!... Le relâchement incontestable de la Morale: le triomphe de l'idée de l'arrivisme à tout prix et par tous les moyens, allant pour certains jusqu'à l'escamotage des obstacles quels qu'ils soient. Un désir effréné de luxe, de jouissance, d'argent. Le mépris de dettes et des engagements d'honneur. Le chèque sans provision devenu badinage.

Et puis les causes physiques. L'influence pernicieuse de la mécanique, abrutissante de pauvres gens et, souvent, encourageant à la paresse. L'effet certainement désastreux sur notre pauvre fragilité des innombrables courants électriques qui, en réseaux souterrains ou aériens, nous ensertent dans des effluves inquiétants. L'abus des sports, qui fait des générations triplantes, excitées et surexcitées, ambitieuses d'une notoriété passagère récoltée à coups de pieds et à coups de poings; la maladie de l'exploit plus fort, du record plus surprenant. La trépidation locomotrice, en autos, en cars, en motos. Le déchaînement invraisemblable des bruits stridents, percuteurs, ahurissants: cornes, klaxons, sirènes d'usines, sifflets des agents, décorticage des chaussées avec des perforatrices. La captation des ondes et des fluides mystérieux dont nous ignorons tout, et peut-être l'influence néfaste sur notre volonté et notre libre arbitre. La modification de l'atmosphère naturelle, saine et vivifiante, par les émanations des essences, des huiles, des goudrons et autres mazouts. Les médications nouvelles hardies, les piqûres audacieuses, les injections musculaires et intra-veineuses, les ferments, les spécialités, les transfusions, les greffes, et les rayons de couleurs variées.

Dans quelles proportions tous ces éléments collaborent-ils respectivement à la formation des mentalités de meurtriers, dignes de la vedette journalistique en première page, je n'en sais rien. La parole est aux scientifiques pour l'analyse au microscope, et aux conducteurs d'hommes pour l'application des remèdes... En attendant leur intervention problématique, préconisations, pour atténuer un peu l'effet démolissant des horreurs multipliées, le recours aux auteurs gais et aux humoristes.

Miguel ZAMACOIS

(Figaro)

Une suggestion italienne

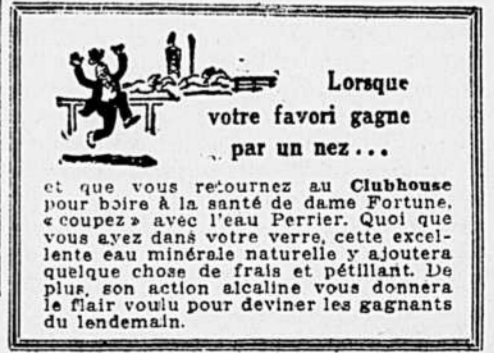
Depuis quelque temps, la presse italienne consacre de longs articles au plébiscite de la Sarre. D'une façon générale, ces écrits sont impartiaux. Ils s'efforcent de tenir une place égale entre les thèses française et allemande. Ils relèvent qu'il s'agit d'un grave problème et d'un problème d'ordre européen, en raison même des conséquences que le plébiscite pourra avoir sur les relations entre l'Allemagne et la France. Ils insistent sur les intérêts considérables qui sont liés au sort du Territoire de la Sarre. Ils montrent aussi que le plébiscite qui se déroulera l'an prochain sera plus compliqué encore que ceux du lendemain de la guerre, en raison même du fait que la population aura à se prononcer non entre deux, mais entre trois solutions: maintien du statu quo, retour à l'Allemagne, ou annexion à la France. Ils souhaitent, en terminant, que le conseil de la Société des nations réussisse à mener à bien cette tâche hérissée de difficultés.

En somme, la presse italienne s'efforce de discuter objectivement sans prendre parti. Cette attitude est encore sensible à l'égard du discours que vient de prononcer M. Goebbels. La presse l'a reproduit dans ses grandes lignes, mais sans négliger impartialement de relever les commentaires des journaux français. C'est notamment le cas du LAVORO FASCISTA. L'organe des syndicats fascistes déclare être d'accord avec notre journal pour reconnaître que le discours de M. Goebbels est une erreur politique. Le ton et la forme de ce discours font fausse route, déclare-t-il, et la question de la Sarre est trop sérieuse pour qu'on puisse avoir l'illusion de la résoudre par des discours de cette sorte. Cependant, pour tenir la balance égale, le LAVORO

FASCISTA s'élève contre la proposition faite par certains journaux français d'ajourner le plébiscite. Il estime aussi qu'il ne convient pas d'exagérer la propagande allemande dans le territoire de la Sarre et que les Français ne manquent pas de moyens d'en faire autant, ne serait-ce que par une plus grande intuition psychologique. Il conclut qu'une juste solution du problème de la Sarre est essentielle au maintien de la paix en Europe, et suggère en terminant au conseil de la Société des nations de demander aux membres du gouvernement français et du gouvernement allemand de s'abstenir désormais jusqu'au plébiscite de prononcer des discours à l'adresse de la population sarroise afin de ne pas exciter de part et d'autre l'opinion publique.

« Le problème, écrit-il, n'est pas seulement que la population de la Sarre exprime librement sa volonté. Le problème est aussi celui d'éviter qu'après le plébiscite il ne reste entre la France et l'Allemagne des traces d'amertume et d'irritation, comme il en est malheureusement demeuré dans divers pays d'Europe, après des plébiscites sur des zones contestées. »

(Le Temps)



Lorsque votre favori gagne, vous avez gagné un nez...

et que vous retournez au Clubhouse pour boire à la santé de dame Fortune. Coupez avec l'eau Perrier. Qui que vous avez dans votre verre, cette excellente eau minérale naturelle y ajoutera quelque chose de frais et pétillant. De plus, son action alcaline vous donnera le flair voulu pour deviner les gagnants du lendemain.

BUVEZ

LA BIÈRE

Dow
OLD STOCK

PRIME PAR LA FORCE ET PAR LA QUALITÉ

LES LETTRES

LES ARTS

LE CINÉMA

La Châtelaine du Liban

Le désert a beaucoup de séduction pour les metteurs en scène: occasion pour eux de lâcher la bride à leur penchant, pour peu qu'ils soient enclins à la poésie, à un romanesque, à l'aventure. La fraîcheur des oasis à l'ombre des dattiers, les sables brûlants soulevés par le simoun, la grandeur froufrou des massifs dénudés et déchaquetés, les ruines de villes anciennes au clair de lune, voilà certes de belles images. Lorsque dans le cadre du désert se développe l'intrigue d'un roman de M. Pierre Benoit, les metteurs en scène sont incapables de résister à la tentation d'en faire un film. Après une reprise de l'Atlantide, voici une reprise de la Châtelaine du Liban. La seconde Atlantide, malgré le progrès de la technique, m'a semblé inférieure à la première. Je ne saurais dire à laquelle des deux Châtelaines revient la palme, n'ayant vu que celle qui passe cette semaine sur l'écran du Saint-Denis.

Les œuvres de M. Pierre Benoit jouissent ici d'une grande vogue. Il est inutile que je m'attarde à résumer une histoire connue de tout le monde; tout au plus convient-il d'en rappeler le fond: En Syrie, un officier du service des renseignements français s'apprête à vendre des secrets militaires au chef du service anglais correspondant, afin de sauver de la ruine sa maîtresse, une belle espionne qu'on l'avait chargé de surveiller et dont le charme l'a séduit.

Cette aventure ne se prête guère à la transposition: son action est beaucoup trop lente pour le cinéma. Jean Epstein s'en est aperçu; aussi, au lieu de s'en faire l'esclave, a-t-il cherché à s'en élever, à réaliser un film d'atmosphère dont il a accéléré le rythme au moyen d'artifices ingénieux certes, s'ils ne sont pas tous très heureux. Les combats et les corps à corps, dans le désert, sont pour ainsi dire ratés: on dirait des combattants dont le premier souci est de ne pas se faire la moindre égratignure. Au cabaret, pendant que chante la sympathique Maroussia, on nous montre les uns après les autres les centaines d'ampoules qui illuminent la salle: cela n'offre aucun intérêt. Cette mobilité de l'objectif a eu dans d'autres scènes des effets plus heureux. Le capitaine Domèvre s'en va chez le colonel Hobson; de sa fenêtre, au dernier étage d'une maison, une femme le regarde passer: c'est de là qu'on le voit ensuite aller dans la rue. Un autre exemple: lorsque le banquier Gardafuy rend visite au colonel Hobson, le colonel, assis sur une berceuse, lui prête d'abord une attention distraite; on voit le banquier tel que le voit son interlocuteur: l'image bouge sans cesse; soudain elle s'arrête: c'est que Hobson s'est lui-même immobilisé et que la conversation devient plus sérieuse. Voilà le langage de l'écran. Le bal au château de la comtesse Orloff a fourni de belles images; l'une d'elles, prise en plongée, montre un cercle de danseuses se renversant en arrière: on dirait un bouton de rose qui s'ouvre et

s'épanouit; ce n'est pas neuf, il est vrai, mais c'est bien joli.

La troublante comtesse Orloff est incarnée par Mlle Spinelly, à qui ses robes originales et audacieuses donnent beaucoup de séduction. Jean Murat, dans le rôle du capitaine Domèvre, ne joue pas avec autant de sûreté que d'habitude. George Grossmith (le colonel Hobson) s'en tire mieux que lui. Le banquier Gardafuy est criant de vérité.

Jean Epstein a fait son travail avec beaucoup d'habileté: d'une aventure qu'il n'était pas facile de porter à l'écran, il a fait un assez bon film, un film intéressant.

L'Ange Gardien

L'aventure un peu fantaisiste d'un baryton d'opéra qui reprend pour quelques jours à bord de l'Ange Gardien son ancien métier de marinier. Sur cette péniche travaille une jolie fille dont il s'éprend et qui se blottira dans ses bras après diverses péripéties. Le baryton, c'est André Baugé, qu'on entend toujours avec plaisir. La jolie fille, c'est la charmante Pola Illery, dont on a apprécié le talent dans *14 juillet*.

Réalisation de Jean Choux, qui a donné une atmosphère de poésie à ce film banal en soi: les nuages, l'eau, les arbres, l'ombre, la lumière, l'aube, le crépuscule, autant de choses auxquelles il attache de l'importance et qu'il sait faire parler.

Pierre BOUCHER

P. S. — Le rédacteur habituel de cette rubrique aime beaucoup le cinéma. Il aime également le grand air, l'eau, le soleil, la verdure, les fleurs et, dans ce cadre, la société de jolies femmes. Aussi ne s'engage-t-il pas à s'enfermer au cinéma le samedi et le dimanche, au cours de la semaine, quand il fera beau. Ce dernier dimanche, journée exquise, il s'est contenté de voir deux films, pour graver ensuite en charmante compagnie les pentes du Mont-Royal, admirer le coucher du soleil derrière les premiers contreforts des Laurentides et goûter la douceur du crépuscule. Il lui arrivera de recommencer, et même de sortir de la ville pour aller prendre ses ébats dans l'eau fraîche d'une rivière ou d'un lac. Que ses lecteurs ne s'étonnent pas quand sa critique ne visera qu'un ou deux films, français le plus souvent. D'ailleurs, comme lui, ils n'y perdront pas grand chose: l'été, en général, c'est la saison des navets. — P. B.

Le rédacteur intimaire de cette rubrique, qui partage également ces goûts, fera la même chose. Il est allé cette semaine au Capitole et au Palace et fera demain la critique des films qu'on y passe. — L. P.

VOYAGES MODERNES

Voyez les Voyages modernes (Genin, Trudeau & Cie, Ltee) pour tous voyages: vacances, croisières etc. Représentants d'expérience à votre disposition, 42, rue Notre-Dame, LA 2261.

La propriété du métier

On se plaint beaucoup de nos jours que des incompetents et des arrivistes sans vergogne se glissent dans tous les corps de métiers et y nuisent, à la faveur d'une mauvaise liberté, aux ouvriers honnêtes qui connaissent leur tâche. Ce qu'à fort bien exprimé l'auteur M. Arthur Prévost dans sa lettre parue sur l'ORDRE et commentée par M. Langlois, à propos de la musique. Encore un point où la démocratie moderne aurait des leçons à recevoir de l'économie des siècles antérieurs.

Pour éviter cette intrusion des sans scrupules, nos pères avaient trouvé, il y a des siècles, la généreuse institution de la propriété du métier. A l'apprenti et au compagnon comme au maître, le régime corporatif assurait la possession de son état. Possession transmissible, véritable propriété inaliénable? Certes non. C'eût été créer « une autocritique fermée des métiers »; mais possession effective, la vie durant, faite du droit d'exercer la profession avec tous les privilèges qu'il comporte; possession reconvenue par tous les règlements de Reims (1236), à Paris (1346), à Amiens (1423) et à Rouen (1694 et 1333), par tous les métiers, des carrossiers aux tisserands, aux serruriers et aux sœurs par tous les rois de France, de Louis IX à Charles VII et à Louis XVI.

L'exercice illégal du métier est partout poursuivi et puni, soit qu'on l'effectue à titre de maître ou de compagnon, soit que le compagnon cherche à se faire passer pour maître. L'étranger, celui qui n'a pas été admis dans le métier conformément aux statuts, n'a aucun droit aux privilèges de la corporation. Le métier est considéré comme un domaine exploité par la communauté et si l'Etat intervient, c'est pour confirmer à celle-ci son titre de possession. « Défendons à toute personne sans qualité d'entreprendre sur les droits et possessions des dits corps et communautés », dit Louis XVI dans l'édit du mois d'août 1776. Déjà Charles VI avait en 1390 exprimé la même volonté.

« Le métier est un véritable domaine constitué non au profit de l'individu isolément, mais de l'association chargée de l'exploiter et d'en jouir, pourvu qu'elle n'en fasse pas un usage contraire à la morale et aux lois. »

Telle est l'institution bienfaisante qui assurait à tous, protection, stabilité et sécurité dans le labeur. Cette propriété du métier constituait un élément important du patrimoine corporatif.

En faisant participer chacun à ce patrimoine, nos pères firent plus pour la paix sociale que tous les démagogues d'aujourd'hui. Car sous notre démocratie où commande la fortune anonyme et vagabonde, l'ouvrier n'est uni par aucun lien profond au métier auquel il consacre sa vie; et ne pouvant atteindre la saine et juste propriété corporative, il laisse croître en son cœur les désirs de la jalousie et les sollicitations de la haine; il se penche avidement vers les richesses qui s'accumulent entre les mains insaisissables d'une finance internationale, sur laquelle ni l'Etat, ni les producteurs impuissants ont le moindre pouvoir. L'ouvrier n'a pas de « Statut légal », il est trop souvent réduit au libéral « contrat de louage ». Aussi comprend-on qu'il se laisse séduire par les chimériques promesses d'un socialisme tantôt étiaste pourri et vénal, tantôt marxiste violent et tout entier voué

à l'excitation des appétits sanglants de ceux qui peinent.

Le patrimoine corporatif a valu à la France d'hier, six siècles de paix sociale où les artisans furent unis dans un respect égal des droits divers et dans un commun amour du métier, chose de tous.

Il vaudrait la peine que nous du Canada français nous fassions des efforts pour organiser chez nous la « propriété du métier », source de paix sociale. — E. L.

Docteur Tancrède Asselin, chirurgien-dentiste, 5064, avenue du Parc, près rue Laurier. A son bureau de 9 h. à 6 h. sur rendez-vous. Tél.: DO 3087.

Jean-Jacques et son « papier »

Quel auteur, le premier, ou quel metteur en pages ou quel prole ou quel correcteur s'est servi du mot *papier* pour désigner un article de journal ou de revue, c'est ce que se demande M. Tristan Derème après M. Robert Kemp, dans un feuilleton critique de la *Liberté*. On l'ignore. Mais si nous ne savons point l'origine de cet usage, on nous permettra du moins de noter que le 20 mars 1758, à Montmorency, dans une préface, Jean-Jacques Rousseau écrivait: « Si dans les essais sortis de ma plume ce papier est encore au-dessous des autres, c'est moins la faute des circonstances que la mienne: c'est que je suis au-dessous de moi-même. »

Ce papier, c'était la *Lettre d'Alembert sur les spectacles*.
Qu'un chercheur chausse ses béquilles
Pour trouver l'usage au berceau!
Que les papiers soient des articles,
Est-ce encor « la faute à Rousseau »?

En vous assurant dans *La Sauvagerie*, vous protégez votre famille contre les éventualités de la vie, tout en suivant l'adage de Cartier: « Travaillons pour le maintien de nos institutions. » 152 est, rue Notre-Dame, à Montréal.

Dons volontaires

Sir Arthur Lee, directeur général de l'Alimentation pendant la guerre, était encore, il y a quelques années, maire d'un petit village du Lancashire, Timplare.

Il reçut un jour la visite du ministre de l'Énergie, qui lui démontra que le Temple avait besoin de réparations, grand besoin, et qui fit appel aux finances de la commune et à la générosité personnelle du premier magistrat de la petite cité.

Sir Arthur Lee ne promit ni ne refusa... et, le dimanche suivant, se rendit à l'office... Puis, le service terminé, il déclara au pasteur, devant les personnes qui se trouvaient là, que le bâtiment n'était pas encore en si mauvais état que cela, et permit une subvention personnelle de 20 livres... Quant à la commune, elle n'interviendrait pas...

Comme il terminait, un platras tombant en plein sur lui, s'écria sur son épaule: — Oh! oh! dit-il, j'avais donc tort... la plaie est pire que je ne le pensais... Je vous donnerai 200 livres.

Alors un chuchotement enthousiaste descendit des galeries supérieures: — Cheer up!... encore une fois, Dick... encore une fois... bien rit!

Sir Arthur Lee vit et si bon cœur qu'il laissa entière la subvention ainsi attrapée.

Echos de musique et de théâtre

Le Théâtre d'Art

Ce n'est pas un genre de temps de crise. Aussi la plupart de grands acteurs formés à l'école du grand Copeau sont-ils à la recherche d'une scène où jouer, eux qui ont eu leurs jours de directeurs de théâtre.

René Rocher, longtemps amateur du Théâtre Antoine, était resté inactif depuis son départ de cette scène. Il prendra la direction du Vieux-Colombier le 1er juillet, et y reprendra les matinées classiques et formera une troupe fixe. Mais cela laisse les Pitoëff sans asile. Jacques Copeau lui-même, qui prenait part récemment à la mise-en-scène des ballets d'Ida Rubinstein à l'Opéra, est encore sans théâtre. Lugné-Poë aussi. Louis Jouvet quittera bientôt les Champs-Élysées et Charles Dullin le Théâtre Montmartre. Seul de tout ce groupe, Gaston Baty résiste à la crise en son petit théâtre Montparnasse: le succès de *Crime et Châtiment*, pièce qu'il a tirée lui-même du roman de Dostoïevsky, lui aura été d'un grand secours, car elle a attiré des pleines salles pendant deux saisons.

Il ne manquera pas de théâtres parisiens qui seront heureux d'accueillir ces grands acteurs. Mais ceux-ci seront-ils aussi grands sur d'autres scènes où ils ne retrouveront pas la même conception du théâtre et n'auront peut-être pas leurs coutèdes aussi franches?

Le disque

On a craint que la radio tuât le phono.

Il n'en sera rien, surtout si l'on continue de faire de la radio l'usage barbare que vous savez. Une belle collection de disques, c'est une bibliothèque précieuse qu'il faudrait désigner par un mot plus harmonieux que le néologisme: *discothèque*, inventé à cette fin.

Durant ces chaleurs écraçantes qui précipitent la fugue à la campagne, ceux qui fuient la ville pour se détendre et se reposer et non pour s'y fatiguer davantage, préféreraient emporter un petit phono portatif — on en fait aujourd'hui d'excellents — plutôt qu'un appareil de t.s.f. qui fera pénétrer tous les bruits de la ville dans la retraite la plus paisible.

On peut ainsi, tout en étant seul, s'entourer de génies, d'artistes et de chefs-d'œuvre et jouer du plus parfait repos.

Les compagnies rivalisent de perfection dans l'enregistrement et demandent le concours des plus grands artistes pour « fixer » d'une façon définitive les plus belles trouvailles harmoniques de l'histoire et donner une sorte de permanence à son éphémère. Ainsi quand les grands orchestres sont en vacances ou quand la t.s.f. vous a lassés des « roucouleurs », vous pouvez inviter Bach ou Beethoven à vous distraire, à vous intéresser et à vous instruire tout à la fois.

Une compagnie française achève d'éditer les *Concertos brandebourgeois*, de Bach. Elle en est rendu au quatrième

et ce n'est nul autre qu'Alfred Cortot qui en dirige l'exécution.

Une autre compagnie vient de terminer l'enregistrement de la *Symphonie en Si bémol*, de Beethoven (la quatrième), interprétée par M. Félix Weingartner et l'Orchestre philharmonique de Londres. L'enregistrement est, paraît-il, d'une finesse encore jamais atteinte par le disque et particulièrement remarquable dans les passages *pianissimo*.

La discophilie vient ainsi de s'enrichir de chefs-d'œuvre dus à des génies à l'époque de leur maturité. Quels compagnons de vacances peut-on préférer à ceux-là?

Une biographie de Mozart

Dans *Marianne*, M. Guy de Pourtales, l'éminent biographe de plusieurs musiciens célèbres, analyse une nouvelle biographie de Mozart, publiée par M. André de Hevesy. Biographie d'atmosphère, dit-il, qui s'attache surtout à reconstituer le milieu dans lequel a vécu Mozart, surtout le milieu viennois que M. de Hevesy, d'origine hongroise, décrit brillamment.

A qui entreprend d'étudier la personne de Mozart, il n'est pas facile de faire autrement que n'a fait M. de Hevesy, car autant l'œuvre de Mozart est abondante, prodigieusement abondante relativement à la brièveté de sa vie, autant les documents relatifs à sa personne sont rares.

Georges LANGLOIS

Un épicien préfère la SWEET CAPORAL

Un épicien bien connu disait qu'on ne pouvait apprécier tout à fait l'arôme d'un bon café qu'en l'accompagnant d'une cigarette à l'avenant.

« Une tasse de bon café », précisait-il, « est le complément indispensable d'un dîner fin. Mais vous n'appréciez jamais entièrement l'arôme du café si vous n'accompagnez ce breuvage d'une cigarette de même qualité — douce, riche et parfumée — digne couronnement d'un bon repas. C'est pourquoi je ne fume que la Sweet Caporal, qui me donne après le café un de ces plaisirs dont on ne saurait facilement se passer quand on a du goût. » (r)

L'ORDRE est édité par les Éditions de l'Ordre Limitée (cette bouffonne désignation est imposée par le seul gouvernement français d'Amérique) et imprimé par la Cie de Publication de la Patrie Limitée, 180 est, rue Sainte-Catherine, Montréal.

Si vous allez passer vos vacances à la campagne, n'abandonnez pas la bonne habitude que vous avez de lire l'« Ordre ». Nous vous ferons le service de notre journal pendant le temps que vous désirerez. P.1ateau 8511.

Lettres hispano-américaines

Une littérature en formation

La production littéraire de l'Amérique espagnole est encore très mal connue en Europe — l'Espagne mise à part bien entendu — et cela, malgré des traductions excellentes et des livres qui renseignent sur son histoire et son état actuel. En France, nous ne manquons pas d'ouvrages qui le font connaître: tels sont *l'Esprit de l'Amérique espagnole* et *Les Écrivains de l'Amérique espagnole* du regretté Francisco Contreras, le très complet *Panorama de la littérature hispano-américaine* par M. Max Daireaux et la récente et copieuse *Anthologie des Contes hispano-américains* (1) due à l'hispaniste très averti qu'est M. Georges Pillement. On peut, sans doute, reprocher à tous ces ouvrages de n'être, en fin de compte, que des manuels. Ils ne font peut-être pas comprendre entièrement la littérature dont ils entretiennent, et ne sauraient en rien remplacer la vaste synthèse qui nous communiquerait le message de cette littérature, qui nous introduirait dans sa vie même et dans son âme. Ce n'est d'ailleurs pas seulement en France qu'une telle étude fait défaut, mais aussi en Espagne et même en Amérique espagnole. On y trouve bien des ouvrages de critique, d'essai, d'histoire, plus ou moins fragmentaires, plus ou moins réussis, mais rien qui permette de caractériser la littérature hispano-américaine prise dans son ensemble, de définir sa tradition, son évolution et les grands courants qui la traversent. Peut-être le temps n'est-il pas encore venu d'opérer ce travail. Il faut bien se rappeler que si l'Amérique espagnole indépendante a un peu plus d'un siècle d'existence, la littérature n'est vieille que d'une cinquantaine d'années. Autant dire qu'elle est encore en enfance et il serait peu raisonnable d'exiger qu'elle eût pris pleinement conscience de ses destinées.

La confusion, le véritable chaos qui caractérisent l'état actuel du mouvement littéraire en Amérique espagnole ont fait que l'on s'est interrogé sur sa valeur exacte et que l'on s'est demandé s'il existait vraiment une littérature hispano-américaine. Certes, si l'on

considère l'abondance de la production, le nombre des écrivains, la diversité de leurs efforts et de leurs tendances, la question peut paraître absurde. Mais l'existence d'une littérature ne se prouve pas par la quantité des volumes publiés dans un pays, ni par le nombre de ceux qui s'y servent de leur plume. Ce qu'il s'agit de savoir, avant tout, c'est si ces ouvrages traduisent le frémissement d'une sensibilité originale, un caractère propre et une personnalité vraiment nationale.

Mais a-t-on vraiment le droit de parler d'une nationalité unique alors que la population de l'ancien empire colonial espagnol est aujourd'hui partagée entre une vingtaine d'États qui s'ignorent ou se jalouent, dont chacun se développe d'une façon parfaitement indépendante et tend de plus en plus à prendre une physionomie personnelle? De peuple à peuple, les différences s'accroissent, s'affirment et parfois se heurtent. M. Georges Pillement observe dans la préface à l'anthologie mentionnée que le mouvement littéraire a pris dans chaque république un caractère propre qui lui vient de la configuration géographique du pays et du fait que les éléments ethniques ne se combinent pas chez tous les peuples de la même façon. Par exemple, poursuit M. Pillement, le Mexique, la Bolivie, et le Pérou, où il y a une majorité d'Indiens, se préoccupent de leurs moeurs et de leur mentalité et montrent leur douceur triste, tandis que l'Argentine se tourne vers la pampa ou vers les bas-fonds de sa capitale et montre comment on fait un peuple avec des immigrants. Mais ces différences intéressent le sujet et non l'esprit de l'œuvre ne prouvent rien contre l'unité de la littérature et de la nationalité hispano-américaines. Il est tout à fait normal qu'une littérature empreinte dans chaque pays, dans chaque région, certains traits locaux. Ce n'est pas parce qu'un Belge parlera de Bruxelles ou qu'un Suisse décrira le pays vaudois que l'on refusera de les intégrer dans le grand courant de la littérature française. Ce n'est pas non plus parce qu'un Breton n'a pas le même tempérament qu'un Provençal qu'on aura le droit de mettre en doute l'existence d'une nation française parfaitement homogène. Or,

la différence est moins grande entre un Mexicain et un Chilien qu'entre un Breton et un Provençal. Les ressemblances sont plus fortes que les dissimilitudes: il y a unité d'origine, de tradition, de langue, de culture et de religion, et les éléments ethniques fondamentaux — espagnol et indien — sont partout les mêmes. Cette unité, cette permanence des éléments ethniques permettent vraiment de parler d'une nationalité hispano-américaine, si vigoureuse qu'elle assimile complètement celle des immigrants au point d'en faire disparaître toute trace dès la première génération, et dont les caractères marquent la littérature.

Francisco Contreras les définissait ainsi: « richesse imaginative, faculté d'assimilation, une suave mélancolie née de l'âme aborigène et un certain penchant à l'improvisation, à l'achevé, dû à la culture élémentaire et à l'inspire créole naturellement nonchalant et parfois rebelle. » Il faut y ajouter un lyrisme romantique, un souffle d'une apreté inconcue, une étrange violence dans les sentiments et un regret poignant qui prend parfois l'allure d'un vrai désespoir. Enfin, cette littérature est grave comme le sont toutes les littératures naissantes. Elle en est encore au premier stade, celui de la poésie épique et de la tragédie, où l'homme semble-t-il, accablé par la grandeur et le mystère du monde, n'aperçoit pas encore le côté comique et absurde de la vie qu'il est donné à des civilisations plus évoluées de découvrir.

La littérature, comme les peuples, a une origine commune en Amérique espagnole. Au début, pendant la période coloniale et longtemps même après l'indépendance, elle n'est qu'une branche des lettres espagnoles, auxquelles elle n'emprunte pas seulement la langue, mais encore l'esprit, la méthode, les moyens d'expression. Les jeunes poètes de 1820 à 1850 ont beau proclamer qu'ils sont « non plus les fils de l'Espagne, mais les fils des victoires qu'ils remportèrent sur l'Espagne », c'est encore et toujours l'esprit de la vieille Castille qui domine dans leurs oeuvres maladroites et il faudra attendre longtemps pour que le cordon ombilical soit définitivement coupé. Pourtant, l'esprit se sent à l'étroit dans les formes traditionnelles, où la sensibilité naissante ne peut s'exprimer entièrement, et tout le monde éprouve un impérieux désir de renouvellement. Ce n'est pas l'Espagne qui pourrait le contenir, puisque, vers la même époque, sa propre littérature entre

en décadence. Mais il est dans la vieille Europe un autre pays de formation latine qui est à ce moment en pleine vitalité. C'est la France et c'est vers elle que la jeune Hispano-Amérique va se tourner pour lui demander des directives et des modèles.

Déjà les oeuvres des encyclopédistes, de Voltaire et des précurseurs du romantisme français avaient exercé une grande influence sur ceux qui firent la Révolution. Au XIXe siècle, tous les hommes d'État et les grands lettrés furent de formation française presque exclusivement. L'idéal de liberté qu'ils représentaient la France romantique et révolutionnaire devait lui conquérir l'estime et le respect de ces jeunes peuples qui venaient de secouer un joug et pour qui l'indépendance représentait le plus haut idéal accessible. « Ces peuples impatients de vivre, a écrit l'Argentin Manuel Ugarte, s'écartèrent de l'Espagne comme des enfants qui fuient l'ombre des aïeules. En France, ils trouvaient l'expression de l'audace, de l'ironie, de l'incrédulité, du feu même qui les consumait, toutes les nuances de leur âme naissante. L'Amérique du Sud s'est donné intellectuellement à la France avec l'ingénuité d'une vierge, elle s'est faite son disciple respectueux, elle l'a imitée jusque dans ses errements. De loin, elle a lié son destin au destin de cette nation qui semblait combler ses aspirations et réaliser tous ses rêves. » Ce que l'on a appelé la renaissance littéraire de l'Amérique espagnole, le mouvement « moderniste » ou « mondonoviste » qui s'est déclanché dans les dernières décades du XIXe siècle s'est opéré directement sous l'influence des romantiques français et surtout de Victor Hugo, des symbolistes, des parnassiens et surtout de Verlaine, de Renan pour la pensée et de Zola pour le roman. Certes, le romantisme ne pouvait pas ne pas séduire un continent de tempérament si profondément romantique: il s'accordait pleinement avec le caractère de l'Amérique espagnole et satisfaisait toutes les aspirations de son âme dont il semblait l'expression naturelle. Quant au symbolisme, il arriva à point nommé, au moment où les jeunes poètes cherchaient à libérer leur forme, à la mettre au service d'une sensibilité qui ne pouvait plus trouver son expression dans l'imitation des Espagnols.

La vigueur d'une personnalité nationale se mesure justement à la façon dont elle subit les influences étrangères. Elle peut être com-

plètement submergée ou au contraire profiter de cette acquisition pour s'affirmer. L'influence de l'Allemagne sur le romantisme français est indéniable et pourtant c'est bien l'âme française qui chante dans les oeuvres de Chateaubriand, dans les poèmes de Lamartine, Vigny, Hugo. Le cas de l'Amérique espagnole est différent. La personnalité nationale n'était pas encore suffisamment fortifiée et cristallisée pour subir le choc sans en souffrir quelque dommage, et l'on voit les poètes demeurer dans le sillage des Français après s'être mis à leur école. Sans doute, n'y a-t-il pas imitation, mais il y a une influence très profonde qui, si elle libère les écrivains hispano-américains des sujétions de la forme espagnole pompeuse et grandiloquente, les paralyse encore dans le même temps parce qu'elle ne leur permet pas d'exprimer d'une façon totale le plus pur d'eux-mêmes. Car c'est bien là qu'il faut en venir quand se pose le problème d'une littérature nationale vraiment indépendante. Le fait que les poètes hispano-américains se mirent, à la suite des parnassiens, à chanter les charmes des palais en marbre fin et des jardins versaillaises, a beaucoup moins d'importance. Le *Cid* et *Hernani* peuvent emprunter leur sujet à l'Espagne, *Britannicus* le sien à Rome, *Atala* peut exalter les beautés naturelles de l'Amérique du Nord, ce n'en sont pas moins des oeuvres françaises, inconcevables hors de France. S'il suffisait vraiment que le sujet d'une oeuvre fût national pour que l'on pût parler d'une littérature nationale tout à fait indépendante, alors les plus beaux monuments de la littérature hispano-américaine seraient fournis par la poésie populaire, par les poèmes « gauchescques » dont les thèmes sont empruntés à la vie des indiens et des gauchos. Mais quelle que soit la grandeur d'une oeuvre comme celle de José Hernandez, si riche en vraie poésie et d'une originalité certaine, et qui peint les passions les mêmes constituant le fond de l'âme argentine, elle ne peut tout de même pas être considérée comme une oeuvre décisive de la littérature hispano-américaine parce que la langue n'y peut traduire toutes les nuances de l'âme et qu'elle ne réalise pas une union suffisamment étroite de la forme et du contenu.

Cette union se trouva réalisée d'une façon à peu près parfaite dans l'oeuvre d'un poète qui, bien qu'il eût subi plus qu'aucun autre, peut-être, les influences de la France et de l'Espagne et qu'il eût emprunté tous

ses thèmes à l'Europe, n'en demeure pas moins le premier poète vraiment américain parce que sa prose, comme ses vers expriment une sensibilité purement américaine. C'est Ruben Dario. Il est caractéristique que Dario ne parvint à exprimer complètement toutes les richesses de sa nature qu'après avoir « tordu le cou à l'éloquence espagnole », en d'autres termes, transformé complètement et renouvelé la vieille langue castillane de manière à l'adapter aux besoins nouveaux de la sensibilité hispano-américaine. On peut dire que la nécessité de cette réforme était pressentie par tout le jeune continent, et Dario apparut comme le maître d'une Renaissance dont les effets se firent sentir jusqu'au coeur de l'Espagne. C'est de la publication des *Prosas Profanas* (1896) que l'on peut dater la naissance d'une véritable littérature hispano-américaine. Par malheur, cette littérature ne se développa pas par la suite dans les conditions favorables que l'on était en droit d'attendre. On a pu dire que Ruben Dario était le Ronsard du Nouveau Continent. Il faut ajouter qu'il fut un Ronsard sans Pléiade et surtout le Ronsard d'un pays qui attend encore son Malherbe. Les jeunes poètes qui le suivirent ne surent point profiter de son expérience et de son enseignement et retombèrent sous l'influence directe des Français que Dario lui-même avait si profondément subi et dont il avait senti à quel point elle le limitait. « Je me suis interné, disait-il, dans l'immense forêt de Hugo », et il faisait encore cet aveu: « Mon rêve était d'écrire en français... Tout mon succès a été dû à la nouveauté. Mais quelle était cette nouveauté? Le Gallicisme mental! Contraint d'écrire en espagnol, je m'appris à penser en français et, plus tard, mon âme heureuse et jeune put conquérir le titre de citoyenne des Gaules. » Des nationalistes acharnés lui reprochent aujourd'hui cette « trahison spirituelle » et vont jusqu'à lui refuser le titre de poète d'Amérique bien qu'aucun n'ait été si profondément et si essentiellement américain. Sans doute, ne nous apparaît-il plus maintenant comme un de ces maîtres qui fixent une fois pour toutes dans leur oeuvre le génie d'une race et qui donnent à une littérature nationale sa forme et sa couleur, mais il a déblayé le terrain et il demeure un grand précurseur — le précurseur d'un poète qui viendra un jour et qui dégagera enfin les traits constitutifs de la personnalité hispano-américaine.

(à suivre)

(1) Collection « Pallas », chez Delagrave.